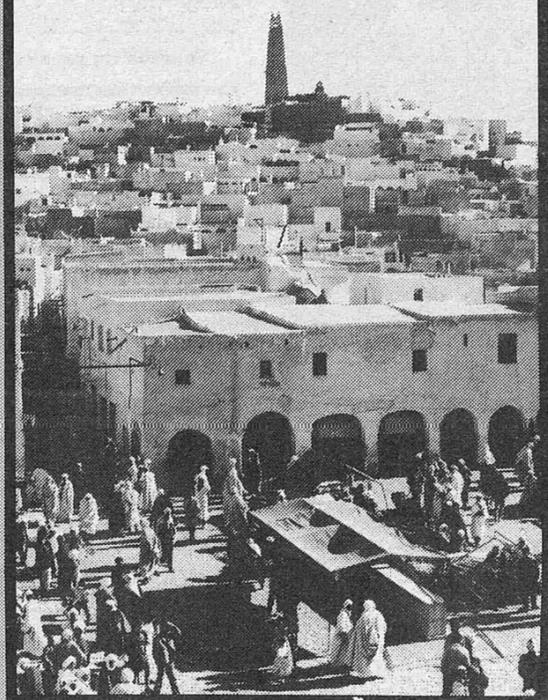


# SANS FRONTIÈRE

bimensuel pour un hebdo de l'immigration 22 Avril 1980 N° 12 4F. 700 Lires 35F.B.

**Algérie:  
les langues  
se délient**



**SARTRE  
et les  
immigrés**

**TUNISIE :  
Le mépris de la vie**

## Lettre ouverte à tous

Lettre adressée aux représentants et aux organisations suivantes :

MM. Chevènement, Forni, Bêche, C.G.T.-Sochaux, C.F.D.T.-Sochaux, Lutte ouvrière, P.S.U., O.C.T., Collectif des 19, O.C.F., O.C.L., P.C., Ligue des droits de l'homme, M.R.A.P. et M. Mailard Salin, Comité des chômeurs du D.P.U.M., A.G.A.M.I., Comité anti-répression Français-immigrés, C.L.U.D.A.R. (Paris), C.E.-Peugeot, Syndicat de la magistrature et aux journaux : *L'Est Républicain*, *Le Monde*, *Libération*, *Le Pays* (Belfort), *Sans Frontière*.

Messieurs, chers camarades,

Je voudrais vous informer des faits suivants : j'ai été licencié abusivement en date du 12 décembre 1979 par M. le directeur de la société Peugeot secteur carrosserie, alors que je me trouvais en arrêt de travail pour raison de santé (handicapé physique reconnu médicalement...contracté en travaillant sur des postes pénibles).

A la suite d'un retard de paiement de loyer, au mois d'octobre 1979, Maître Garressus, huissier de justice, chargé par le C.R.L. (Comité régional du logement) a sollicité le concours de la force publique pour m'expulser de mon logement.

— Une grande partie de mes redevances a été payée, lorsque j'ai perçu une médiocre somme d'argent avancée par l'ASSEDIC.

— Actuellement, par courrier récent, M. G. Mazenot, sous-préfet de Montbéliard, m'informe qu'il ferait procéder à mon expulsion du logement à partir du 1<sup>er</sup> mai 1980.

— Monsieur le sous-préfet ne peut ignorer ma situation précaire, compte tenu des renseignements qu'il aurait pu recevoir de sources bien informées.

— Je m'engage à m'acquitter de mes dettes fin avril au plus tard.

— En ma qualité de chômeur, il m'est difficile de trouver un logement, surtout dans la région, compte tenu de ma situation actuelle.

Je sollicite les personnalités et organisations citées ci-dessus à soutenir mon cas qui ne peut être isolé, et prendre position à mon égard.

Soyez assurés, Messieurs, de ma haute considération distinguée.

Benkaltoum Mohammed

## La photo «accrocheuse»

Je suis l'auteur de cette fameuse photo qui a été vivement critiquée par une lectrice, dont je comprends fort bien le mécontentement. D'ailleurs, je tiens à faire remarquer à vos lecteurs, en général, et à Denise de Montpellier, en particulier, que cette photo, à mon grand regret, n'a pas été utilisée, comme je l'aurais souhaité. En effet, cette photo a été présentée à *Sans Frontière* dans le but

**sansfrontière**

Administration-rédaction : 35 rue Stephenson

75018 Paris. Tél. : 606 15 68.

Rédaction régionale Midi : Marseille 4 bis, Jean Trinquet. Tél. (91) 91 42 20.

Directeur de publication : Khali Hamoud.

Commission paritaire n° 61715.

CCP n° 420900 F Paris.

Diffusion : N.M.P.P.

Imprimerie Voltaire Roto, 93 Montreuil.

d'informer ses lecteurs sur la vie harassante et misérable de ces marchands ambulants ; on oublie qu'ils sont des travailleurs immigrés comme les autres qui subissent une exploitation analogue, voire pire.

Ils sont souvent originaires d'Afrique noire, sans papiers, employés par des commerçants peu scrupuleux que sont les propriétaires de bazars pour touristes ; ils leur font vendre leurs marchandises sur les plages qu'ils parcourent plusieurs fois (sous une température supérieure à 25°) chargés de bibelots disant exotiques.

La femme aux seins nus aurait pu être un homme torse nu comme le marchand ambulant une femme ; donc, il n'y avait pas de rapport particulier homme-femme. Ce qui m'importait au moment de la prise de vue, c'était de rapporter une contradiction flagrante entre deux êtres, je dois dire deux mondes : le monde des loisirs et des vacances, et le monde du travail, de l'exploitation et la lutte pour subsister.

Je regrette que *Sans Frontière* n'ait pas su exploiter cette photo, qui n'a d'ailleurs pas été commercialisée, mais donnée bénévolement. Je ne savais pas alors que cette photo était destinée à l'article sur la misère sexuelle des immigrés, ce qui est un autre sujet que j'aurais pu illustrer autrement si *Sans Frontière* m'avait demandé mon avis.

Je ne veux pas que ma lettre fasse l'objet d'une polémique, mais je défends tout simplement cette photo dont je suis l'auteur ainsi que ce métier de photographe que la presse a souvent exploité à sa manière à la suite d'une simple légende exagérée ou un article mal placé.

Que votre lectrice condamne le mode d'utilisation de cette photo, je ne puis que m'en réjouir, car je partage le même avis qu'elle et cela devient l'affaire du journal.

En revanche, je me sens insulté si votre lectrice trouve ma photo obscène, car je ne fais que reproduire une réalité sans rien inventer.

Senna Abdelhak

## Moi l'Autre

Je suis fatigué  
Que les roses sont belles  
En ce mois de mai  
Que les roses sont gaies.  
J'ai besoin que tu m'aies,

J'ai besoin que tu m'aimes  
Car je vais m'en aller  
Et peut-être t'oublier  
C'est vrai je ne suis pas  
Ni très beau ni très adroit  
Pourtant je me sens toi  
Et je t'aime comme ça

Aujourd'hui, ça ne va pas  
J'ai le cœur dans la tête  
Et je pense à toi  
Trop peut-être

Je suis immigré  
Il travaille à la chaîne  
J'aime pas ce métier  
Il n'a pas choisi

Pourtant je suis là  
Toi, moi et les autres  
J'ai besoin de lutter  
Ça peut plus durer  
Sans frontières  
Cent frontières  
Sang frontière  
A quand la vraie vie...

Mohamed (Aix)

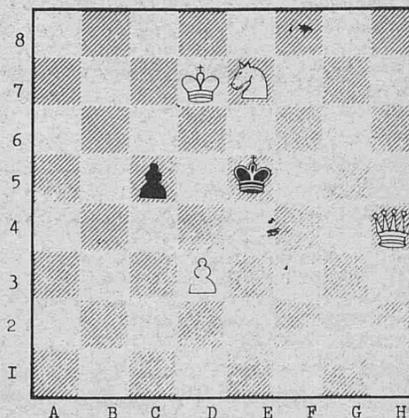


## Gaz et mise en page

Sous le titre charmant « *L'Algérie a cessé de livrer du gaz à la France* », *Le Monde* a écrit le 11 courant que l'Algérie a également décidé d'interrompre volontairement ses livraisons à la compagnie américaine « El Paso ». C'est tout simplement faux. En réalité, la Sonatrach, compagnie algérienne, a proposé à la partie américaine de continuer à recevoir le gaz contre une avance sur les futures augmentations en attendant l'aboutissement des négociations. C'est alors que la compagnie américaine a rejeté cette proposition pourtant constructive et a pré-

## Jeux d'échecs

### Problème N° 8



Les Blancs jouent et font mat en deux coups. Voici la position des pièces.

Blancs : Rd7, Ce7, Dh4, d3

Noirs : Re5, c5.

Solution du problème n° 7 : Ce5.

férent demander la suspension des livraisons afin de porter l'affaire au niveau des deux Etats. L'Algérie n'a donc pas décidé d'interrompre ces livraisons de son chef.

Il est regrettable qu'un quotidien aussi sérieux que *Le Monde* tombe lui aussi dans l'imagerie simpliste qui consiste à présenter toujours comme des agneaux les pays consommateurs et les autres - les producteurs en voie de développement - comme des bêtes méchantes.

Dans un numéro suivant (1<sup>er</sup> avril), on n'a pas hésité à procéder par anticipation dans un article de première page consacré à « la poussée d'inflation » en faisant figurer en sous-titre et au même rang parmi les causes, « *L'Algérie qui veut relever les tarifs de son gaz* ». De cette façon, - c'est connu - les lecteurs ne retiendront comme cause de leurs maux, encore une fois, que cette Algérie dont les ressortissants en France sont plus que responsables du chômage, etc., etc.

Dans cette poussée d'inflation déjà consommée et constatée, que vient faire le désir légitime de l'Algérie de voir le prix de son gaz relevé et qui, au demeurant, est encore au même tarif ? C'est toujours une... poussée de quelque chose qui, d'amalgame en amalgame, entraîne une... poussée d'une autre... N'est-ce pas ?...

M. CHOUICHA

## ABONNEMENT SANS FRONTIERE

SOUSCRIPTION A L'ORDRE DE SANS FRONTIERE

35 R. STEPHENSON 75018 PARIS

3 MOIS : 40 F 6 MOIS : 80 F 12 MOIS : 160 F CCP 4209.00F  
ABONNEMENT DE SOUTIEN A PARTIR DE 250 F PARIS  
PAR AVION : 320 F

NOM : .....

CODE POSTAL : .....

VILLE : .....

CHEQUE BANCAIRE  CCP

JE DESIRE AVOIR UN SPECIMEN

ET J'ENVOIE 3 TIMBRES A 1,30 f

JE DESIRE ABONNER DEUX AMIS

JE DESIRE ETRE DIFFUSEUR

SANS FRONTIERE 75018  
35, RUE STEPHENSON PARIS  
CCP 4209.00F PARIS

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : .....

VILLE : .....

SANS FRONTIERE 75018  
35, RUE STEPHENSON PARIS  
CCP 4209.00F PARIS

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : .....

VILLE : .....

**sansfrontière**

# LE F.A.S. : «Fonds d'Action Sociale»

# où va l'argent des immigrés ?

Chaque fois qu'on prononce le mot F.A.S., j'ai la nausée. Quand on me dit C.N.A.F., je me mets dans tous mes états. Je me sens mal à l'aise. Tellement Racisme, Mépris, Exploitation, Vol, sont là. Oui là. Exorbitants, institutionnalisés, rappelant avec force à tous les immigrés qu'ils ne sont qu'une force de travail taillable et corvéable à merci.

Avec un statut particulier, des crédits spéciaux, des conditions de vie et de travail à part, et puis dépouillés jusqu'aux os. Mais ne sommes-nous pas des travailleurs à part entière comme tous les autres ? Les immigrés ne payent-ils pas d'impôts, taxes, cotisations comme tout le monde ? Pourquoi toujours les cantonner ? Pourquoi les besoins des immigrés en matière de logement, formation,

loisirs, etc..., ne sont-ils pas pris en compte par le budget national, comme tous les travailleurs de ce pays ? Nous participons activement et d'une manière déterminante à la croissance économique de la France et nous devons avoir les mêmes droits et avantages. Cette injustice et cette discrimination légales sont intolérables.

Mais jusqu'où va-t-on ? L'esclavage n'a-t-il plus de limites ? Quand on pense aux super-profits accumulés sur notre dos par milliards, comment ne pas être révolté par la politique du F.A.S. et son mode de financement ? Le seul fait que la France reçoit des travailleurs « tout faits » qu'on a nourris ailleurs, qu'on a formés ailleurs (dans nos pays) est déjà un transfert gratuit qui se chiffre par milliards.

La revue patronale « Entreprise » (1) ne le cache plus. Elle note que ce transfert gratuit au profit de l'économie française et pour la seule durée du VIème plan (4 ans) représente 90 milliards de francs. Mais on ne semble pas se

contenter de ces gains gratuits, qui s'opèrent par le simple déplacement des migrants entre la France et les pays pourvoyeurs de main-d'œuvre. Loin s'en faut. Les immigrés dont les familles ne résident pas en France, ne perçoivent pas les mêmes primes de sécurité sociale, ni les mêmes allocations familiales, ni les mêmes allocations de retraite ou de maladie, alors qu'ils cotisent à toutes les charges sociales comme tous les travailleurs de ce pays.

On le sait, vu le niveau bas des salaires et la quasi-absence de couverture sociale dans nos pays, la différence entre le taux français des allocations familiales et celui de nos pays, représente des sommes considérables. Ces sommes sont gardées par la C.N.A.F. (Caisse d'allocation familiales), mais de quel droit ?

Il n'est pas question d'accepter cette discrimination. Ces avantages sociaux sont le résultat du fruit du travail des travailleurs et le pouvoir n'a pas à instaurer cette ségrégation grossière. Un immigré qui a laissé ses enfants au pays, faute de logement en France et à cause d'une réglementation hostile à l'immigration familiale, en plus du déracinement, ne touche qu'une partie de ses allocations familiales (30 % environ). Le reste (70 %) est gardé par la C.N.A.F. (voir tableau numéro 1). En 1979, on estime à 2,5 milliards les prestations sociales sucrées ainsi aux familles restées au pays. Et 1/5 seulement de ces 2,5 milliards assure le financement du F.A.S.. Le reste 4/5 mystère ? On se demande où s'est volatilisée cette masse d'argent, l'argent des immigrés. Tout en s'en prenant au F.A.S. et à sa politique répressive, il faut souligner que le financement du F.A.S. ne constitue qu'une partie infime de l'argent des immigrés et qu'il est scandaleux de garder aux secrets l'utilisation de l'ensemble des économies faites sur les prestations non versées aux familles restées au pays.

dagogues et... salaires importants. Par rapport à l'importance des crédits alloués, les résultats de ces associations sont maigres, ridicules. Les immigrés d'ailleurs, sont rarement impliqués dans ces organismes qui, le plus souvent, sont des services sociaux et non de vrais lieux de rencontres et d'expression.

A l'inverse, il est rare de trouver des immigrés dans le personnel d'encadrement salarié de ces associations. Incompétence ? Ou toujours le même schéma l'immigré-objet et non sujet. Pourtant des immigrés intéressés et capables de mener des actions multiformes existent... mais peut-être n'ont-ils pas le profil souhaité, ne répondent-ils pas aux « critères ». Les associations qui ne jouent pas ce jeu ou refusent de suivre les consignes de cette politique inadmissible sont asphyxiés financièrement. Le cas de la FASTI est significatif à cet égard. On l'étrangle parce qu'elle conteste, refuse d'appliquer la politique discriminative et illégale de Bonnet-Stoléro et estime qu'il faut mener des actions de solidarité avec les immigrés même si « elles prennent une forme de désobéissance civile ».

## QUI CONTROLE LE F.A.S. ?

L'essentiel des dépenses du F.A.S. est consacré à la construction des logements menée avec la SONACO-

TRA qu'on connaît tous bien, et qui est passé maître dans la gestion des foyers-prisons. (45 % du budget). Le F.A.S. finance également des actions « culturelles » (I.C.E.I.), des émissions télévisées consacrées à l'immigration, la semaine du dialogue, les organismes de formation, d'accueil et d'information, etc... Mais la formation retour tient progressivement une place de choix. Le F.A.S. assure 88 % du financement du « programme » formation réinsertion au pays. Nouvelle politique exige !

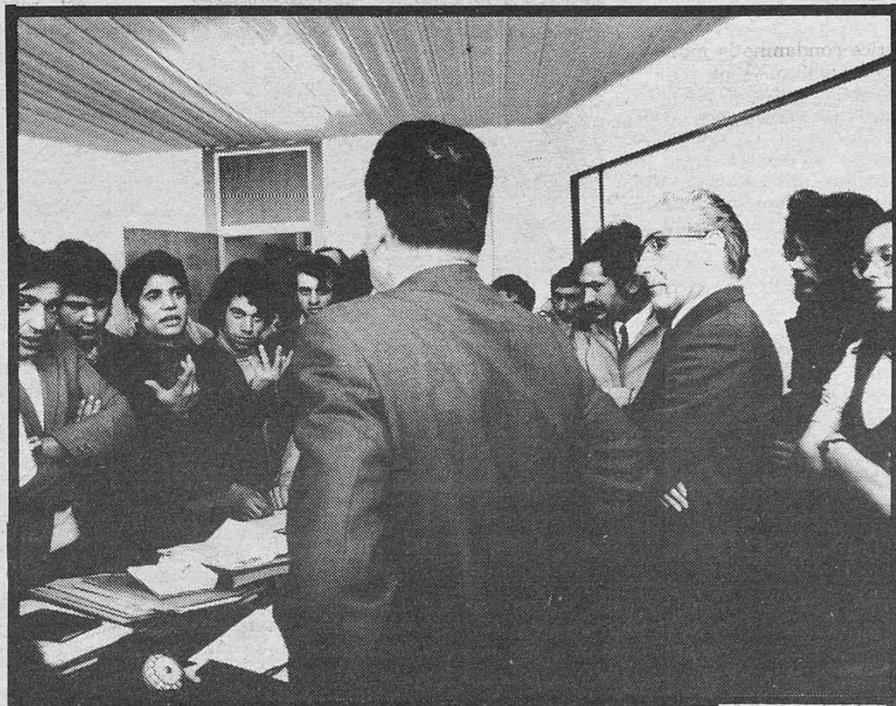
La gestion et le contrôle du F.A.S. laissent aussi à désirer. Le Conseil d'Administration est composé de 23 délégués. Tenez-vous bien : 10 représentants des ministères intéressés aux problèmes des travailleurs immigrés, 5 représentants syndicaux, 4 représentants des employeurs C.N.P.F., 1 personne qualifiée désignée par le ministère du Travail et un représentant de la F.N.S.E.A. ! Là aussi, les immigrés sont absents. On ne leur demande pas leur avis et à plus forte raison lorsqu'il s'agit de gérer le fric. Leur fric est contrôlé par d'autres instances où les syndicats aussi, sont sous-représentés. Mais il ne faut pas se laisser faire et surtout quand il s'agit d'une politique anti-immigrée financée par l'argent des immigrés sans aucune concertation avec eux à tous les échelons.

SALAH-al-KORTOBI

Créé par l'ordonnance du 29 décembre 1958 pour « contribuer à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs musulmans algériens en France et de leurs familles demeurées en Algérie », le F.A.S. est un établissement public administratif qui dépend du ministère du Travail et du ministère des Finances. En 1964 (par décret du 24 avril), les compétences du F.A.S. vont être étendues à l'ensemble des travailleurs immigrés en France et en 1966, on inclut dans ses attributions « les groupes sociaux posant des problèmes d'adaptation comparables à ceux des travailleurs étrangers quel que soit leur statut du point de vue de la nationalité ». (sic).

En 1980, la C.N.A.F. a versé au F.A.S., 534.800.000 F. Elle assure presque l'essentiel de son mode de financement (voir tableau numéro 2). Le reste des ressources est assuré par ordre d'importance, par la Mutuelle sociale Agricole, le ministère du Travail et le remboursement de

Mais le F.A.S. est financé par une partie seulement de notre argent. La partie mystérieuse comble-t-elle d'autres déficits ? Le rapport de la Sécurité Sociale de 1971 ne reconnaît-il pas que les « immigrés sont la seule catégorie de la population qui rapporte à la Sécurité Sociale plus qu'elle ne lui coûte » (sic) et qui sait ? Les immigrés peut-être financent d'autres projets sans le savoir. Ce qui est révoltant c'est qu'un discours tout à fait opposé au nôtre qui est hégémonique. Depuis la loi Bonnet-Sto-



(Photo Gornek/Libé)

léro, l'immigration pour certains spécialistes est une source d'aide aux pays d'origine, par les transferts de fonds qu'elle assure, et aux immigrés eux-mêmes parce qu'elle permet l'emploi, la formation et la promotion. Mais en période de crise et d'aggravation du chômage, ajoutent-ils, le coût social des immigrés étant élevé, les pays d'accueil ne peuvent assumer de telles charges, et les prient de plier bagages jusqu'à nouvelle période de croissance. Sans s'attarder sur cette question, la main-d'œuvre immigrée en fait, répond avant tout aux besoins de l'économie française, en assurant une mobilité géographique et profession-

nelle et en occupant des postes non qualifiés et pénibles. L'étude du mode de financement du F.A.S. n'est qu'un aspect révélateur à la fois des profits énormes soutirés du labeur des travailleurs immigrés et de cette chaîne d'exploitation et d'oppression, au moindre frais et sans scrupules.

## L'UTILISATION DES FONDS DU F.A.S. EST AUSSI UN SCANDALE

Comble de l'ironie, avec l'argent des immigrés, on a instauré un contrôle étroit et la mise sur pied d'associations privées ou paragouvernementales pour

mener à bien les applications minutieuses des lois racistes Bonnet-Stoléro. Ainsi, on assiste à une prolifération d'organismes charitables qui « aident » ces pauvres immigrés et qui cherchent à favoriser « l'initiative et la prise de responsabilité de cette catégorie de population ». Il s'agit vous répétera-t-on de faire exprimer les immigrés sur leurs problèmes, leurs attentes... pour qu'ils se prennent davantage en charge et s'intègrent dans la vie du quartier (sic). En tout cas, plusieurs de ces associations vivent sur le dos des immigrés, dans des bureaux confortables avec P.D.G., Conseil d'Administration, Psychologues, Pé-

En 1979	2 enfants	3 enfants	4 enfants
En France	218.26	607.36	958.49
Algérie	96.00	144.00	192.00
Maroc	128.00	192.00	256.00
Portugal	124.00	186.00	248.00
Turquie	82.00	141.00	176.00
Sénégal	70.00	105.00	140.00

Année	Ressources totales du F.A.S.	Contributions de la C.N.A.F.
1976	314.980.231	259.392.000
1977	377.766.895	316.800.000
1978	541.460.300	426.466.100
1979	538.400.000	479.000.000

Documents consultés :

1. Entreprise n 948, novembre 1973.
2. FASTI : Le F.A.S. et la politique du pouvoir envers le secteur associatif.



# JEUNES IMMIGRÉS:

Génération zéro ou seconde génération, enfants de la nuit ou de l'exil ; enfants illégitimes ou de nulle part, quelle que soit la formule choisie pour les qualifier, les jeunes immigrés ont fait irruption sur la scène immigrée.

Et d'abord par leur nombre croissant — selon les statistiques de 1979, la France compte 956.000 jeunes étrangers de moins de 16 ans, et 1.200.000 de moins de 19 ans — ; un étranger sur deux a moins de 30 ans.

Ces centaines de milliers de jeunes posent problèmes à tout le monde, à la France et à leur pays d'origine, et à voir l'attitude des autorités françaises, on a l'impression d'une panique incroyable, d'une peur qu'on essaie de conjurer à coup d'études et de recherches, mais aussi de répression. Le nombre de travaux faits sur les jeunes immigrés est impressionnant et les intentions en sont louables ; plus personne ne peut maintenant prétendre ne rien savoir sur les difficultés des jeunes immigrés, leur marginalisation presque planifiée, a-t-on envie de dire. En tout cas on ne peut plus accepter que les responsables français connaissent si bien les problèmes, en parlent à longueur de conférences et de notes de travail, mais bloquent de fait les ébauches de solution, multipliant les difficultés, et expulsant à tour de bras, vers ces pays d'origine, où là-bas aussi le discours est loin de correspondre à la réalité des faits.

Un discours fait de sollicitude pour nos compatriotes exilés, pour « leurs enfants déracinés » et de vagues, très vagues souhaits de « retour à la patrie ». Or, et cela aussi tout le monde le sait, le pays n'est pas encore près à recevoir les milliers de jeunes immigrés autant que les immigrés ne sont pas prêts à comprendre et à vivre la différence du pays d'origine.

Déchirés entre deux cultures dit-on des jeunes immigrés et le tour est joué ! Il nous semble qu'ils ne sont pas plus déchirés qu'un jeune né et élevé à Alger, Casa ou Lisbonne.

On lira ci-après quelques récits de jeunes qui sont parvenus de plusieurs coins de France.

Déchirés peut-être, mais debout, pleins de vie, de revendications, disent-ils.

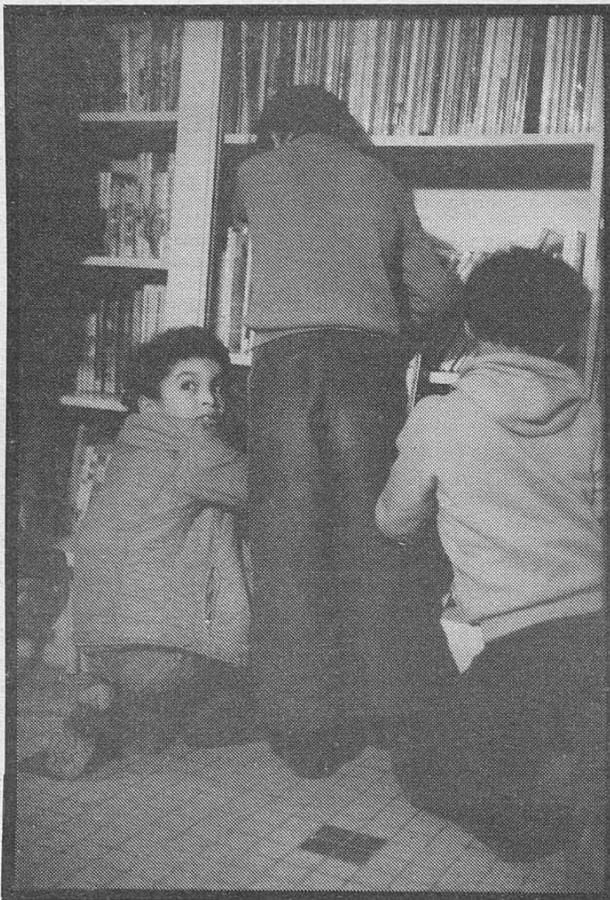


Photo : D.R.

## Partir ensemble ?

Chaque jour, je me rends compte que dans la ville où nous vivons le racisme est toujours aussi important et aussi dégoûtant qu'avant. Dire qu'il existe des gens qui sont pleins de préjugés et qui n'ont pas encore compris que nous avons tous, le droit de vivre. Pourquoi veulent-ils nous rendre aussi racistes qu'eux bien que nous avons de bons camarades français, et qu'entre nous, il n'existe aucune forme de grande mésentente. Nous, enfants de parents étrangers, enfants de race différente et de religions différentes nous sommes les malfaits et les déchets de cette société. Avec tous nos problèmes sociaux, comme le dirait-on, nous nous demandons qui nous sommes, retournerais-je au pays » (là, est la question être ou ne pas être). Personnellement, je crois que rester ici est aussi difficile que de repartir un jour dans notre pays d'origine et d'y vivre mais je crois qu'il est temps de comprendre que rester en

France ne serait qu'empirer notre situation et notre problème. Bien que là-bas il faudrait se battre pour se faire accepter et comprendre par les gens, à mentalité et mode de vie très différents, de nous « immigrés ». Alors partons tous ensemble en une seule main, solidaire des uns et des autres et en s'encourageant ? C'est peut-être difficile à accepter cette solution, mais je crois qu'il n'aît pas d'autres issues de secours. Ce qu'il faut se dire, c'est que nous avons un pays et qu'il attend beaucoup de nous. Je ne pourrais jamais partir et laisser mes amis que j'aime tant, c'est trop dur à accepter, pourquoi faut-il que nous souffrions (puisque nous avons ouvert les yeux) alors que nos parents ont souffert avant nous. Jamais l'être humain ne comprendra que ça ne sert à rien de faire du mal à un autre et qu'il faut s'accepter comme on est.

ZOUBIDA, Marseille

## Dialogues immigrés

Ils discutent entre eux A propos de la langue arabe.

— L'arabe dialectal, je l'ai appris avec mes parents, donc je crois que je n'aurai pas de problèmes là-bas. Mais l'arabe classique reste un problème en ce qui concerne la « réinsertion » dans la société algérienne dans la mesure où tout est arabisé là-bas.

— Moi, j'ai pris des cours d'arabe, ça s'est résumé à quelques mots, c'est tout, après trois ans de cours, chaque année, on avait un nouveau prof, il recommençait à chaque fois le même enseignement.

— Autrement, quand on est entre nous, on baragouine français-arabe.

— On pense en français, avant de parler arabe, on traduit le français en arabe.

— C'est dingue, on pense tous en français !

— Ceci s'explique, à l'école, pendant toute notre enfance, on a fait des efforts monstres pour bien parler français, et on a complètement mis notre langue d'origine de côté.

— On voulait à tout prix bien parler français pour ne pas être montrés du doigt par la maîtresse qui nous culpabilisait de ne pas savoir, d'être des ignorants. Le français était la langue valorisante par excellence, selon les dires de ceux qui nous l'enseignaient et n'admettaient pas qu'on la masacre !

— On n'a pris conscience de la richesse de notre

culture qu'à partir du moment où on a acquis un certain esprit critique, une certaine maturité, un certain âge, quoi ! Mais un peut tard, trop tard.

— En fait, l'arabe classique est un handicap pour nous, comme pour les Algériens d'Algérie, dans la mesure où, là-bas, il a été imposé du jour au lendemain, comme si on pouvait se débarrasser de 130 ans de colonialisme en transformant en une semaine tous les noms des rues, ils l'ont fait, on n'en sait pas pour autant l'arabe !

— Le problème de l'immigré n'est pas un problème de langue, c'est un problème de vie !

— La vie en France, le mode de pensée, sont totalement différents de là-bas, c'est à partir de là qu'on a des problèmes.

— Je crois qu'il y a un moyen de s'insérer là-bas s'il y a toutes les structures, logement, travail, etc..., ceci dit, je pense profondément qu'on est des sacrifiés, on se fout de nous !!!

— Et pour la France, c'est encore pire, on ne nous comptabilisait dans les statistiques françaises que pour retrancher :

un immigré en moins, c'est un travailleur français en plus.

— A l'heure actuelle, au point où on en est, on forme une nouvelle race de paumés.

— Des paumés, des paumés.

— Etre Arabe, c'est pas seulement le dire, c'est un mode de pensée, c'est tout un ensemble de comportements qu'on n'a pas, un immigré a un comportement spécifiquement immigré, c'est à dire, ni arabe, ni français.

— D'ailleurs, là-bas, ils croient qu'on vit dans un monde de rêves, d'où une certaine jalousie engendrant de la haine de leur part à notre égard, ils n'ont pas conscience de notre misère, car ils n'ont dans la tête que l'image de « l'immigré des vacances » avec voiture, argent, cravate, et les pouvoirs publics algériens ne font rien pour montrer aux Algériens de l'Algérie que tout cet étalage de richesses n'est que la compensation de toutes les misères subies ici pendant 11 mois sur 12. C'est une façon pour nous de prendre notre revanche de toute l'exploitation !!!

— A nous, ils nous montrent à Mosaique, une Algérie qui n'a rien à voir avec la réalité algérienne.

— Pour ma part, je sais que je ne m'adapterai jamais ici, et que là-bas, j'aurai à me battre très dur.

— Moi, j'ai jamais mis les pieds là-bas, je ne sais pas !

— Je crois, qu'on est foutu !

— Je crois qu'on peut vivre en Algérie comme on vit ici, mais sans jamais vivre vraiment car on ne peut pas nier notre vécu ici, une fois arrivé en Algérie, tout comme en vivant ici, et sans jamais avoir vu l'Algérie, on n'arrive pas à



Photo : D.R.

l'oublier !

— Il faut être réaliste, on est sacrifié, d'un autre côté, le fait de vivre entre deux sociétés nous permet de tout relativiser !

— On est tiraillé de tous les côtés, l'idée du retour, nous a été inculquée par nos parents, pour qui chaque nouvelle année est l'année du retour définitif ! C'est l'éternel transit, notre enfance est vachement marquée par le voyage en bateau, en train, perpétuel mouvement !

— On n'arrive pas à se mettre en projet, l'avenir n'est qu'un trou noir, le tunnel, on ne peut ni se projeter dans le temps, ni dans l'espace, mais l'Algérie, on doit tenter l'expérience, sinon on le regrettera toute notre vie, d'ailleurs, notre vie ici s'est faite

en fonction de là-bas.

— On est sûr d'une chose, c'est qu'en France, on n'est pas chez nous.

— N'empêche que le « chez nous » reste encore dans le brouillard.

— De toute façon, l'intégration en France, n'est pas possible ! Notre niveau de conscience ne nous permet pas de dire « On va s'intégrer en France ». Même si on vit toute notre vie en France, on aura l'impression de vivre provisoirement, ce sera une vie provisoire.

— On n'a pas choisi d'être enfants de travailleurs immigrés, pas plus que nos parents n'ont choisi d'être immigrés, ils ont été victimes des conditions sociales, économiques et historiques résultant du colonialisme, ils sont victimes,

on veut nous faire croire qu'ils sont coupables.

Au nom du développement, au nom de l'expansion économique de ce qu'on appelle le capitalisme, nos parents, ceux qu'on appelle travailleurs immigrés, ont été sacrifiés, déracinés, psychologiquement détruits, à l'avenir incertain, expulsés au nom de ce même capitalisme soi-disant en crise, prise pour qui ?

Aujourd'hui, on voudrait sacrifier les enfants de ces mêmes travailleurs immigrés au nom du bon droit français, au nom de la loi.

Les droits de l'homme en France, parlons-en !!! Mais quel homme, quels droits ??

Un groupe de jeunes immigrés de Lille.

# La génération des refus!

## Maintenant, il n'y a plus qu'à espérer

J'ai 20 ans, je suis de nationalité algérienne née en France dite privilégiée par ma carte de résidence (jusqu'en 82) et j'écris car j'ai compris : j'ai compris que pendant toute mon enfance mes parents m'ont certifié que j'étais algérienne que j'avais même du sang musulman (sang noir?) dans les veines et surtout que je rentrerais un jour au pays et que je devais et pouvais « épouser » n'importe qui pourvu qu'il soit « musulman » ! J'ai assimilé cela je l'ai avalé... A 19 ans, je suis donc partie dans mon pays. J'ai rencontré un peuple, surtout composé d'hommes, que je ne connaissais pas... et que je refusais ! J'ai tenté de m'intégrer, mais très vite j'ai compris que s'intégrer en Algérie suppose une dépersonnalisation complète. Je ne parlerais même pas, des sourires, des agressions physiques dans la rue, des insultes quotidiennes car de plus j'ai le malheur de fumer mais je parlerais simplement des rapports avec les gens. Les gens ne parlent pas en Algérie, ils mentent ; très jeunes, les rapports entre hommes et femmes sont

basés sur l'hypocrisie, la méfiance et la mesquinerie. Nous, émigrée, nous arrivons dans un monde où tout est différent... Pour eux, nous femmes immigrées nous sommes des putains avant tout et après tout ! La lutte politique... c'est la même chose ! Toutes nos propositions sont des « propositions de sale gauchiste » et si vous voulez détruire, retournez en France, nous répondirent les militants du PAGS (1) communistes. J'ai lutté huit mois, j'ai passé mon temps à dévorer des pâtisseries, j'ai pris neuf kilos, j'ai vu des copines émigrées se suicider ou s'enfermer dans un mutisme complet... et je suis partie ! Je suis arrivée en ayant accumulé une haine pour les hommes et pour l'Islam... mais je suis aussi revenue pour la première fois de ma vie le désir de me revendiquer comme Algérienne c'est à dire surtout comme non Française ! Pour la première fois de ma vie je n'avais pas honte de parler arabe dans la rue ! J'ai milité depuis mon retour dans différents endroits, dans des organisations ou associations en lien avec l'immigration. Par les

immigrés soit je suis vécue comme une française, soit comme une putain car je suis arabe, je fume, je vais à des réunions, dans des cafés, que j'ouvre ma bouche. Aujourd'hui, j'en ai marre de mentir ! Je ne suis ni d'ici, ni de là-bas ! Je suis immigrée ! J'en ai marre d'acheter systématiquement les journaux où un article sur le Maghreb est écrit ! Aujourd'hui je pense à la naturalisation. Je l'avais toujours refusée car je pensais et je pense encore et je combats pour que nous immigrés, étrangers, bougnouls, nègres, nous ayons les droits politiques, sociaux, économiques, d'associations en France ! Mais les projets de lois fascistes Bonnet Stoléru D'Ornano... L'avenir est bien incertain ! Nous immigrés nous vivons la même situation que les Juifs pendant la période nazie... ! Et la mobilisation française est bien lente et bien réduite. Ma petite sœur est née après 62... elle sera donc française et je suis vraiment heureuse pour elle ! Elle pourra au moins militer, vivre, sans risquer l'expulsion. Lorsque je voyage, je prends ma carte de résiden-

ce et je la cache dans mes vêtements comme si j'avais 200 millions en poche, et je flippe sans arrêt ! J'en ai marre de me mentir sur mon origine ! Je ne suis ni algérienne ni française ! L'Algérie me refuse car je suis trop francisée, la France me refuse mais moi aussi ! Essayons de ne plus nous déterminer par rapport à nos nationalités ? Mais par rapport à nos désirs, à ce que nous voulons vivre. Pour un Maghreb des peuples, pour la libération des femmes partout partout ! Pour le droit de vivre.

**De Bordeaux**  
**Une Non insérable**

Salut à l'équipe de Sans Frontière  
Je suis vraiment pas bien ce soir, alors je vous demande simplement de passer cet article ! C'est important ! Je crois que Sans Frontière est la bouffée d'oxygène que nous attendons depuis longtemps... depuis le temps que nous crevons ici, que nous continuerons à crever ici ou là-bas ou chez nous. Salut, la même que plus haut.

(1) PAGS : Parti d'avant-garde socialiste.

## A toutes les filles

Je vais essayer d'évoquer certains problèmes qui nous concernent directement en temps que jeunes arabes. En premier, lieu, je citerai les relations entre parents et enfants. Bien souvent, de nombreux parents ne comprennent pas l'attitude de leurs enfants, citons par exemple le problème de la langue. En effet, nous vivons en France donc la culture, la langue et les coutumes françaises s'imposent en nous. Nous sommes conditionnés, ce conditionnement est dû en partie à notre éducation, une éducation qui se fait au sein de la famille par les fréquentations et surtout à l'école. Etant donné que nous passons la majeure partie du temps à l'école, il est évident que la culture française a réussi à l'emporter sur la culture arabe. Ce conditionnement est dû aussi, en partie, aux phénomènes sociaux tels que télévision, radio. Je pense que d'une certaine façon nous nous forgeons une autre personnalité sur le plan intellectuel.

De plus certains jeunes Arabes pensent que la culture française est unique et qu'elle nous apporte beaucoup. Ce qui est totalement faux, puisqu'elle détruit notre identité ; et beaucoup de jeunes qui ne se rendent pas compte de leur situation se sentent bien dans ce climat d'insécurité. Il y a donc destruction de notre propre identité, de nos propres valeurs humaines, il y a dépersonnalisation. Je pense aussi que ce conditionnement est renforcé par l'analphabétisme de la plupart des parents qui ne comprennent pas les problèmes de leurs enfants puisqu'eux ont connu une époque plus terrible que la nôtre et ils pensent qu'étant donné, que nous avons un toit convenable sous lequel vivre et étant donné que nous suivons une scolarité régulière, nous ne pouvons avoir de problèmes. Toute de même, je pense que la culture française, malgré, ses inconvénients présente certains avantages puisque toute culture intellectuelle sous quelque origine qu'elle soit, permet de développer en soi un certain esprit critique, elle nous permet donc de découvrir les réalités du monde dans lequel nous vivons. En fait tout mon raisonnement est basé sur des raisons purement humanitaires. Au stade de l'enfance, j'ai moi-même subi des influences qui m'ont conditionné et m'ont orienté vers le monde français. Mais à l'adolescence, une certaine prise de conscience s'est développée en moi. J'ai senti un sentiment

de culpabilité, un complexe de frustration, et parallèlement, un besoin pressant dont j'ai pris peu à peu, conscience de contester ma complicité avec le français et de découvrir ma propre identité. J'essaie de vaincre ce sentiment, d'une certaine culpabilité, en revenant à mes origines, c'est à dire en étudiant ma langue maternelle et en essayant de la parler le plus souvent possible. Il est évident que ces retours à mes origines ne suffiront pas à vaincre les influences de la culture française mais elles me permettront de nier la culture française qui s'impose en moi et d'affirmer davantage, mon appartenance à mon pays, à mes sources. Je veux me libérer de la culture française, mais ayant été conditionné je n'y parviens pas. J'évoque tous les problèmes que nous ressentons nous Arabes, mais le drame, c'est que j'écris en français. Je suis déparagé entre deux cultures. Je suis ni à l'aise dans l'une ni à l'aise dans l'autre, j'essaie de me libérer de la culture française en lisant de la littérature arabe ou même étrangère car elle me permet d'ouvrir les yeux sur d'autres horizons nouveaux sur les mentalités d'autres pays, d'autres peuples.

S. B. Marseille

### Lettre à mes compatriotes

Pourquoi ces guillemets ? Parce que je ne me sens pas plus liée à une patrie qu'à une autre. Je hais le « patriotisme », le « nationalisme », ils sont à la base du militarisme et je hais ce dernier plus que tout au monde. Le fait d'être une émigrée, m'a valu l'honneur d'être rejetée par ceux que l'on appelle ses « compatriotes ». Ainsi j'ai plus souffert du racisme de ma « patrie » qu'ici en France. Pourquoi car si les Français m'ont rejeté parce que je n'avais pas la même culture et le même langage qu'eux, « les miens » n'avaient eux aucune raison de le faire. Je suis née en décembre 62, et je pense y rester. J'ai gardé mes papiers et mes coutumes plus par respect pour mes parents que par sentiment nationaliste. Ne croyez pas que je me sente française. J'agirais ainsi dans n'importe quelle partie du monde. Je dois être de ceux qu'on appelle les « sans frontière ».

Louisa en première D.

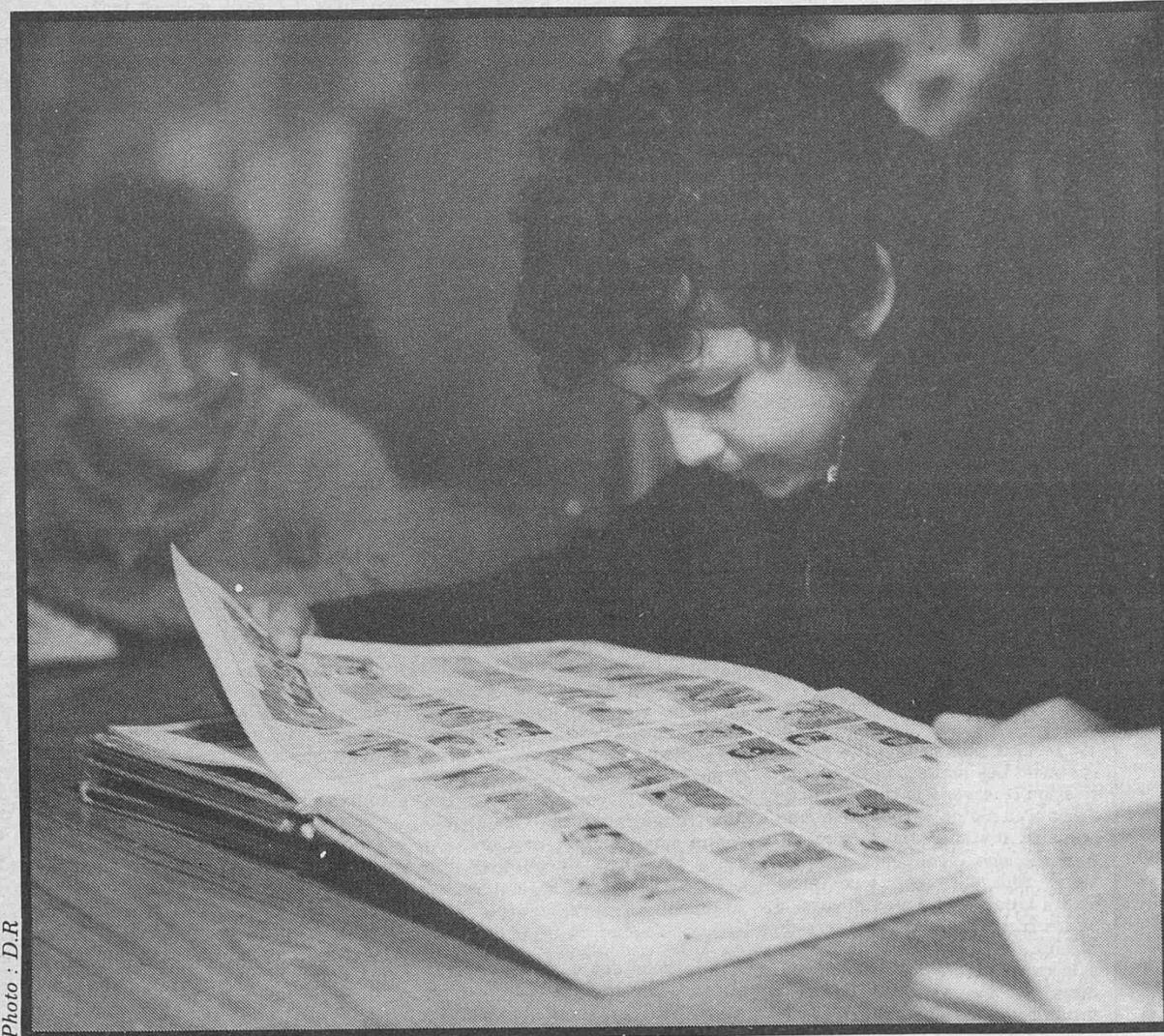


Photo : D.R.

# Les nettoyeurs du métro : La dignité dans la grève !

Une assemblée générale, comme on n'en voit pas tous les jours à la Bourse du Travail. Les nettoyeurs du métro sont à leur quatrième semaine de grève. Ils sont tous immigrés, et, plusieurs nationalités (des Noirs, des Arabes, des Kabyles).

Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, est présent. Il sera accueilli par des applaudissements à « la mode de chez nous ». Légèrement ému, il commence son discours : « mandaté par la commission exécutive... », lorsqu'un gréviste avance presque en dansant pour offrir au nom de tous les immigrés qui nettoient le métro, un petit bouquet de... roses rouges à Edmond Maire, qui ne sait plus où se mettre... Ce geste, très symbolique (en ce jour très printanier) de la part de travailleurs qui passent des heures dans les couloirs du métro est plus qu'un signe de bienvenue. Un salut fraternel qui touche tout le monde, et qui est un appel à la dignité, et un acte d'une dignité fantastique.

Edmond Maire ajoutera : « Votre grève nous tient à cœur... » Il s'arrêtera ensuite au milieu de son discours, pour permettre la traduction du passage lu. La traduction se fera tour à tour en Toucouleur, en Arabe, en Kabyle.

## Une ambiance chaleureuse

Les grévistes réagissent différemment, selon les traductions riches en couleurs de chaque groupe ethnique. Les uns applaudissent, les autres rient, mais les uns et les autres lèvent la main, pour dire non à toute négociation qui ne prendrait pas en charge leurs revendications totales. Une ambiance bon enfant règne sur l'Assemblée Générale. La présence d'Edmond Maire n'est pas pour rien. En effet, ils n'ont pas oublié la grève de 1977, et ont peur d'être de nouveau sacrifiés. C'est pour cela, explique B. Youssef, un des délégués, qu'ils sont allés à la CGT, pour déchirer leur carte d'adhésion. Nous étions (une quinzaine au départ) affiliés à la CGT, qui nous a rattaché à la fédération des ports et dockers. En fait, ajoutez-il, « nous étions pratiquement sur la touche, on payait les timbres et puis c'est tout ». Alors plutôt que d'aller voir un autre syndicat, ils ont préféré, ils ont préféré attendre et se réunir ensemble.

Il fallait surtout remonter la pente après l'échec de la grève de 1977.

La première décision a été celle de rentrer mais tous ensemble dans un syndicat. Ils ont estimé que la CFDT allait mieux répondre à leurs intérêts et c'est ainsi que s'explique le fait que les 900 ouvriers immigrés qui nettoient le métro sont à la CFDT. Ils sont tous employés par des entreprises de sous-traitance (douze entreprises plus celles qui ont le marché du RER).

## Un statut bizarre ?

Il est à remarquer que de par son statut (?...), la RATP n'a pas le droit d'employer des « étrangers ». Bizarre, mais c'est ainsi, il paraît qu'il ne faut pas conclure trop vite, que c'est un statut de caractère discriminatoire, pour ne pas dire raciste.

Mais, toutes les entreprises publiques ont le même statut. Les immigrés du métro, (sans l'être vraiment), en se syndiquant collectivement voulaient rester une force, d'autant que la CFDT les intègre dans la Fédération des Transports avec les syndicats du métro. Alors 900 syndiqués immigrés sur un total de 1800 employés CFDT à la RATP, cela pèse d'un poids certain.

De plus leur grève a été jusqu'à présent jugée assez légitime par l'opinion publique. Même M. Stoléro a considéré qu'ils étaient vraiment sous-payés ; ce qui n'est pas peu dire !

Leur grève étant favorablement accueillie, il fallait la défendre aussi. En effet, la direction de la RATP a essayé systématiquement de briser leur grève, en faisant nettoyer quelques stations par d'autres entreprises, et, cela sous la protection de la police. Pour la plupart, les ouvriers du nettoyage ne comprennent pas pourquoi le gouvernement (par police interposée) est contre leur grève.

Une grève qu'ils ont préparé depuis le mois de septembre de l'année 1979. Au départ d'une manière clandestine, s'explique un délégué, puis « quand nous nous sommes sentis assez forts, nous avons fait des assemblées générales de travailleurs. Une, tous les trois mois en principe ». L'unité inter-nationalités s'est faite dans une deuxième étape, il ne restait qu'à annoncer la grève.

## Vers une issue ?

Maintenant, il faut tenir, malgré la fatigue et la police poursuit le délégué. « Nous n'avons plus le droit à l'échec comme en 1977 ». Et c'est ce qui explique peut-être l'extrême détermination des grévistes qui en sont à l'heure où nous bouclons à leur quatrième semaine de grève.

Les positions se rapprochent, on parle d'une issue probable dans les jours à venir.

La CGT, de son côté a appelé à la grève du côté des nettoyeurs de trains.

Cette intervention (presque de dernière minute) peut-elle être considérée comme un appui objectif à la grève des nettoyeurs, ou doit-on au contraire se poser des questions sur « cet élargissement » qui ne viserait (selon certains grévistes), qu'à noyer leurs propres revendications. La question mérite d'être posée ?

M.A



Photo Gornek

## Confection : les difficultés d'une régularisation

La lutte des travailleurs turcs de la confection a gagné récemment l'ouverture de la régularisation pour les travailleurs de toute nationalité. Le guichet ouvert à ce propos à l'ONI 45 rue de la Procession, acceptera donc, comme M. Stoléro l'avait confirmé à la CFDT, les dossiers de tous ceux qui auront trouvé un patron du prêt à porter qui signera un contrat d'un an.

Depuis jeudi 10 avril, 400 travailleurs marocains et tunisiens sont apparus de la clandestinité à côté des travailleurs turcs dans les meetings à la Bourse du Travail. Des centaines de travailleurs mauriciens s'accumulent actuellement et se rangent en groupe derrière les Marocains pour retirer au guichet la « feuille rose », premier élément à remplir par un patron. Beaucoup de nationalités ne se sont pas manifestés encore.

Il y a le début d'un mouvement pour gagner. Il y a aussi hésitation, surtout parmi ceux comme les Mauriciens qui ont, dans le passé, pu gagner des régularisations générales (1974, 1976, 1977/78) et non sectorielles et par branche. Les limites d'une régularisation réservée à la confection de Paris et la région parisienne et aux travaux d'atelier de fabrication (mécaniciens, coupeurs, repasseurs, finisseurs, etc...) commentent à inquiéter les travailleurs. Si les travailleurs producteurs de produits prêt à porter, ont le droit à la carte de travail, les magasiniers et les vendeurs de ces produits, dans les magasins en

gros et les boutiques, en ont le même droit.

On dirait que les travailleurs dans une maroquinerie qui produisent et vendent des sacs et des ceintures, également prêt à porter, devraient, eux aussi, toucher la carte promise ; et aussi les coursiers qui font les liens entre les ateliers et les magasins. Ce sont surtout les travailleurs mauriciens qui travaillent dans tous ces secteurs de la confection : de la fabrication jusqu'à la vente même de souliers, qui sont frappés les premiers par toutes ces restrictions. Un premier vendeur vient de se faire refuser au guichet.

Les travailleurs de Paris, faisant leurs démarches, devraient être protégés des contrôles policiers. D'autres se font arrêter, leur atelier se trouvant juste au-delà de la frontière de Paris à Montrouge. Le samedi 12 avril deux mécaniciens de confection mauriciens se faisaient arrêter dans la voiture et avec leur patron yougoslave par des agents en civil suivant en voiture. Ils ignoraient si oui ou non leur patron avait déclaré le petit atelier à six machines ou travaillaient cinq. Mauriciens, le patron et sa femme. De samedi à onze heures au lundi à onze heures ils ont passé 48 heures aux commissariats de Montrouge et de Issy les Moulineaux sans manger ni boire. On les a avertis qu'ils auraient une convocation ; pour le roulement sûrement.

A la peur des contrôles de rue s'ajoute l'incertitude à propos des contrôles des ateliers qui viennent

d'être déclarés. La délégation turco-CFDT au ministère (19 avril) a demandé que les inspecteurs de travail ne vérifient que la « réalité de l'emploi » et non la légalité des travailleurs sur machine. Certains patrons hésitent à signer les dossiers par peur des poursuites pour avoir fait travailler au noir. La délégation a demandé que les patrons qui se déclarent, ne fassent pas l'objet des contrôles spéciaux.

Autres obstacles : le certificat d'un « Logement décent », demandé par le ministère et les contrôles-logements par le département d'hygiène qui s'ensuivront. Aucune régularisation de masse des sans-papiers depuis 1973 n'a été liée à la condition d'un logement ; et encore qu'il soit « décent » ! Un sans papier ne peut en avoir par défaut de fiches de paye, etc... L'immigration en règle, même ancienne, n'en dispose pas. Sur le logement pèse toute la discrimination et le racisme. Le danger des contrôles-logements pèse donc sur une régularisation déjà pleine d'obstacles et d'entraves : seulement 2585 Turcs et 2450 d'autres nationalités ont retiré jusqu'à présent le premier élément de dossier à l'ONI.

Les travailleurs sans-papiers de toutes les nationalités qui se rejoignent et dont le mouvement va prendre de l'ampleur devront s'emparer d'un ancien mot d'ordre : « brisons les obstacles, cassons les entraves ». Les sans papiers seront, cette fois ci, à la tête de la manifestation du 1er mai, qui prendra son départ au Sentier même à 14 heures.

I. R.

# La longue Saga des Etudiants



Photo : Sans Frontière

A partir de 74, le gouvernement français a décidé sous le prétexte de trouver une solution aux problèmes de l'emploi de mettre un frein à l'immigration étrangère en France. C'est dans le cadre de cette politique qu'ont été prises par simples circulaires l'interdiction de l'entrée du territoire français aux étrangers susceptibles de venir y exercer une profession salariée ou aux membres de leurs familles.

Plusieurs de ces mesures ont été annulées par le conseil d'état soit pour incompétence de leurs auteurs (novembre 77 MRAP) soit pour violation d'une liberté fondamentale garantie par la constitution, paragraphe 9 déc 78 Gisti). Le gouvernement, pour mener à bien ses objectifs en dépit de la censure répétée de la haute assemblée, a élaboré deux projets de loi. L'un relatif à la prévention de l'immigration clandestine est devenu la loi N°80. L'autre relatif aux conditions de séjour et de travail des étrangers, doit être prochainement examiné par le parlement.

Un nombre non négligeable d'étrangers séjournent en France en qualité d'étudiants, le gouvernement entend limiter cette forme d'immigration « temporaire ».

En premier temps, deux circulaires du 12 déc 1977 et du 30 mai 1978, fixent les conditions d'admission dans l'enseignement supérieur et dans l'enseignement secondaire. La première de ces deux circulaires a déjà été déclarée illégale, no-

tamment par le tribunal administratif de Rennes (21 mars 1979) décret Imbert.

Ce décret a pour objectif de multiplier les barrages à la première inscription dans une autre filière. C'est un complément à la circulaire Bonnet.

Le décret Imbert sera applicable dès la rentrée prochaine. Les étudiants étrangers devront faire acte de candidature beaucoup plus tôt (le 16 février au lieu du 8 mai) auprès des services culturels français dans leur pays. Ils devront avoir un baccalauréat français ou équivalent (art. 1er du décret). Une connaissance « suffisante » du Français est exigée (art). Le dossier de l'étudiant, s'il est complet est alors examiné par une commission nationale présidée par le directeur du CNOUS et composé de personnels titulaires des corps universitaires désignés par le ministre des Affaires Etrangères, le ministre de la Coopération et le ministre des Universités.

La commission retient ou non les dossiers sur des critères théoriquement pédagogiques ; on se doute qu'ils seront également financiers (exigence de « ressources suffisantes ») et politiques (consultation de fichiers d'opposition) conformément à l'esprit de la circulaire Bonnet. Alors les dossiers retenus sont répartis par le président dans une université choisie « en fonction des vœux exprimés » mais aussi en fonction « de l'appréciation des services culturels, de la commission et des capacités

d'accueil de l'enseignement supérieur français ». Cette répartition arbitraire est tout à fait contradictoire avec l'autonomie des universités ; en clair c'est le gouvernement et non plus les universités qui décident. Mais là ne s'arrête pas, la procédure d'inscription : le dossier de candidature peut être refusé par le président de l'université d'affectation, d'autre part, s'il est accepté provisoirement le dossier peut être refusé après la procédure de pré-inscription, puis inscription dans la fac. Au total, l'inscription aura duré six mois et l'étranger mal informé de la procédure perdra un an.

Les étudiants estiment que l'ensemble de ces dispositions portent atteinte à l'autonomie des universités et que par ailleurs, ceci renforce le contrôle des étudiants étrangers.

C'est ainsi que dans de nombreuses villes en France, les étudiants se mobilisent pour exiger l'abrogation du décret Imbert qui barre l'entrée de l'université aux étudiants étrangers, et le refus des mesures racistes (circulaire Bonnet) instaurées pour expulser près de 20 000 étudiants étrangers.

A la veille des vacances de Pâques, le mouvement s'amplifie. Le boycott des épreuves de français a été organisé au mois de mars à Grenoble, à Paris, à Rennes... A Nantes, Strasbourg, Nancy, Rouen, Caen, Le Mans etc... un mouvement de grève et de mobilisation se développe et s'amplifie.

GRENOBLE le 1er avril, 8000 étudiants sont descendus dans la rue en soutien à 200 étudiants étrangers qui ont boycotté l'examen de langue française. Devant un mouvement aussi important le ministère des universités était contraint de reculer en reportant les examens à plus tard sans sanctionner les boycotteurs. Mais les étudiants continuent à lutter et réclament l'inscription immédiate de 218 étudiants étrangers et la suppression totale des examens (décret Imbert).

Pour cela, le campus universitaire était occupé pendant quinze jours, et évacué par la police. 122 inculpés, pour vérification d'identités sont relâchés après. On craint maintenant que certains étudiants étrangers soient expulsés.

RENNES : Grève et occupation pacifique de campus, manifestation des étudiants des facultés de lettres et de sciences contre le décret Imbert. Près de 1500 étudiants ont parcouru les rues du centre de la ville jusqu'au rectorat en dénonçant les lois racistes. 400 étudiants ont organisé le boycott de l'examen de français et demandent l'abrogation du décret Imbert.

LILLE : le comité de défense des étudiants étrangers et les étudiants ayant boycotté l'examen de français ont appelé l'ensemble des étudiants enseignants à une assemblée générale pour exiger que le vice-président de Lille III s'engage

à inscrire les étudiants étrangers sur le seul critère universitaire. Vu la participation massive de l'ensemble de la fac et leur détermination du refus de l'application du décret Imbert, le vice-président s'est engagé sur la base du communiqué suivant : « ... le vice-président de l'université de Lille III : 1. affirme sa solidarité avec les étudiants étrangers qui ont refusé de passer le test du 23 mars 80. 2. affirme son refus de répondre à toute demande du ministère relative au quota. L'université de Lille III acceptera autant d'étudiants étrangers qu'il s'en présentera. 3. S'engage à inscrire dans la chaîne d'inscription de l'année universitaire 1980/81 sans aucune discrimination, tous les étudiants, qu'ils soient français ou étrangers, sur seuls critères universitaires à l'exclusion de toute autre procédure (test, pré-inscription) ne ressortissant pas de la compétence du président de l'université ».

STRASBOURG l'examen a été boycotté pour la deuxième fois consécutive par le Collectif pour la défense des étudiants étrangers. A Orléans, le 26 mars, le comité de lutte contre les lois Bonnet-Stoléro (Tours a organisé le boycott de l'examen de français pour étudiants étrangers). Le boycott a été largement suivi. CENSIER en grève depuis plus d'un mois, au retour des vacances de Pâques, les étudiants ont fait preuve d'une détermination

à poursuivre le mouvement. Le lundi 24 mars des étudiants (1200) ont boycotté au centre des examens d'Arcueil, les examens de français. Un étudiant tunisien ayant été arrêté devant l'université, un rassemblement a eu lieu devant le commissariat du 5ème arrondissement.

A la suite du boycott de l'examen de français, une quarantaine d'étudiants iraniens a décidé d'entamer une grève de la faim depuis le 15 avril dans les locaux de Censier pour protester contre les décrets les menaçant d'expulsion. Dans la nuit du jeudi 17 au vendredi 18, ils ont été chassés par la police de l'université de Paris, ils ont trouvé refuge dans la matinée à l'université de Nanterre. JUSSIEU la lutte pour empêcher l'expulsion d'un étudiant africain, Isidore, avait permis d'informer tous les étudiants sur les conséquences de la circulaire Bonnet. Toutes ces mobilisations sont axées essentiellement sur le refus des mesures racistes, (circulaire Bonnet). Aujourd'hui le mouvement s'étend et s'oriente vers une structuration au niveau national et attaque juridiquement le décret Imbert. D'ailleurs, le GISTI (groupe d'information et de solidarité aux travailleurs immigrés) vient de déposer un recours au Conseil d'Etat contre ce décret du 31 décembre 1979.

Brahim A.

Mohamed N

## TEMOIGNAGE

### Le mythe de la France

Le mythe de la France, j'y croyais quand j'étais lycéen à Tunis et préparais mon bac. Je pensais qu'avec un bac international je pourrais m'inscrire dans n'importe quelle université du « pays démocratique » qu'était la France, mais je n'imaginai pas du tout le cinéma qu'il fallait faire pour y poursuivre des études supérieures. Juillet 78 je débarque à Marseille, et après une brève promenade dans le Midi je monte vers « le carrefour des civilisations » pour m'inscrire dans une fac. Dès les premiers contacts avec l'administration universitaire je réalisais que c'était pas la peine d'insister pour continuer les études pour 78-79, car une inscription sans pré-inscription était impossible. Je devais attendre l'année d'après et en perdre une bêtement. Et qui dit non-inscrit dit sans papiers. Rentrer au pays était hors de question. Je décidais d'at-

tendre en France. La saison de pré-inscription arrivée, je prends le train pour Bruxelles, car pour manque de moyens, je ne pouvais aller à Tunis. Un coup de chance, plus la naïveté de la secrétaire, je réussis à avoir la pré-inscription. Je reviens à Paris et dépose mon dossier dans une université où il serait accepté deux mois plus tard. Là, j'ai cru que mes soucis étaient finis, mais je me trompais, car restait le problème de la carte de séjour sinon mon inscription serait nulle. Pour avoir la carte, il faut avoir le visa et pour avoir le visa, il faut avoir un million pour justification de ressources et... de bons rapports politiques avec le gouvernement de mon pays. A noter que l'obligation du visa d'étudiant concerne certains étrangers seulement.

Monsieur Bonnet qui a sorti toutes ces lois pour « améliorer la con-

dition des étudiants étrangers » écrit à propos du visa : il doit être évidemment procédé, avant tout octroi de visa, à la consultation du fichier d'opposition ». Il est clair que M. Bonnet veut sélectionner les étudiants étrangers, et s'il y a des étudiants gênants, c'est l'expulsion simplement du territoire français pour « trouble à l'ordre publique ». Donc trouver le million était de mon dernier problème pour justification de ressources. Ma seule solution était la magouille car mon père gagne un million par an. Enfin j'ai réussi à avoir le visa, mais pas la carte de séjour car depuis septembre 79, j'ai un récépissé renouvelable tous les trois mois. Tous les trois mois, je dois justifier de ressources suffisantes et d'attestation d'assiduité..

W.B.

# Tunisie: du mépris du peuple au mépris

Quelqu'un a dit un jour, qu'en Tunisie « Il y a une identification de l'Etat et du Parti avec la Nation, personnifiés tous les trois par le « Combattant suprême » Bourguiba ». Et que le « Parti destourien se nourrit de la propre histoire de Bourguiba ». Comme Bourguiba est investi par l'Histoire officielle : libérateur de la Tunisie (de qui... ?) — il est évident alors que l'histoire de la Tunisie indépendante se confond avec celle de Bourguiba. Ce schéma d'un régime, O combien familier aujourd'hui dans le monde (le Tiers), se dessine mieux quand la structure du Parti unique se trouve calquée sur le modèle des partis communistes avec une hiérarchie verticale et une extension horizontale omniprésente. Il en résulte le pouvoir d'un seul homme répercuté par une faction ; ce qui n'empêche pas que l'on se dote d'une constitution, d'un pouvoir législatif et d'une bagatelle de formalisme républicain et démocratique. Il en demeure le fascisme. Ce fascisme qui envoie à la potence, dans le concert de nations qui ne s'émeuvent point, et dans l'indifférence presque générale, 13 patriotes de Gafsa, en Tunisie, un matin d'avril et un quart de siècle après l'indépendance.

Cet assassinat de sang-froid, aux portes de l'Occident moralisateur, dans la Tunisie havre de « Paix occidentale » (les transalpins et les mirages français) et du tourisme d'évasion, n'est ni une rupture, ni même une fuite en avant du régime tunisien. La fuite en avant était dans le cours même de ce régime. Il est pour les Tunisiens aujourd'hui, la consécration par l'exemple que dans la sphère impérialiste, le mépris des peuples se nomme aussi mépris de la vie tout court.



(Photo Pikan)

Dès après 1956, Bourguiba s'empare du Parti Destour et choisit l'élimination pure et simple de ses adversaires pour consolider son pouvoir. Au congrès du Destour à Sfax, en novembre 1955, il met en minorité son principal adversaire, Salah Ben Youssef, et l'oblige à fuir en Egypte, Salah Ben Youssef sera pourchassé et assassiné en août 1961 à Francfort par deux hommes de main, sur ordre de Bourguiba. Abdallah Ouardani (celui qui menaça de mort Habib Achour, secrétaire général de l'U.G.T.T. la veille de la grève générale de janvier 1978) et Ali Ourak, Bourguiba s'en félicitera publiquement.

## L'Intermède BEN SALAH

L'itinéraire est pourtant celui d'un pays satellite type. Après une période de transition de 1957 à 1961 une expérience de planification, attachée au nom de Ahmed ben Salah, et définie par les perspectives décennales de 1962-1971, est engagée.

Basée sur le système coopératif, elle voulait orienter l'ensemble de l'agriculture du pays vers une production commerciale et intensive par une rationalisation des cultures, une intégration de la main-d'œuvre inemployée et la réforme des circuits commerciaux. Une réforme des structures est amorcée. Mais, le dirigisme étatique, la bureaucratisation des techniciens et cadres, le mécontentement des diverses couches populaires et, surtout, des possédants, provoqueront l'arrêt de la collectivisation et un retour rapide au libéralisme économique.

Les Etats-Unis et la Banque Mondiale ayant tiré la

sonnette d'alarme, il ne restait plus à Ben Salah qu'à aller passer dix ans de travaux forcés pour « avoir induit Bourguiba en erreur ». Le nouveau cours se traduit par l'appel d'un banquier, Hedi Nouria à la tête du gouvernement. L'Etat réduit considérablement en engagement économique et laisse faire partout le secteur privé qui reprend confiance et se lance dans les secteurs à haute rentabilité immédiate, comme l'immobilier, le tourisme, l'agriculture spéculative, le commerce.

## Le nouveau cours... et la révolte de l'U.G.T.T

L'exode rural s'accroît, l'émigration va augmenter chaque année, surtout vers la France et la Libye (jusqu'en 1974, date de la fermeture des frontières en Europe, l'allègement apporté par l'émigration à la pression du marché des demandeurs d'emploi est plus important que l'emploi créé en Tunisie).

Les lois de 1972 et de 1974 favorisant les investissements étrangers, destinées aux industries manufacturières, produisant pour l'exportation, offre des exonérations fiscales totales ou partielles pour vingt ans,

des facilités pouvant aller jusqu'à la liberté complète, en matière de change. De l'avis des investisseurs étrangers, « les avantages fiscaux ne compteraient pas tellement, toutefois s'il n'y avait comme principal attrait de faibles coûts salariaux ». Pour le textile (Swift, Levi-Strauss, Lee-Cooper) le rapport des salaires est de 1 à 7 avec un pays comme la France. La grève de l'usine de textile de Ksar Helal au Sahel en octobre 1977 qui verra se soulever toute la ville de Ksar Helal, investie plusieurs jours par l'armée et où des combats de rue se sont déroulés, annoncera la grève générale de janvier 1978 et la féroce répression qui s'abattra sur les masses tunisiennes.

Dans cette confrontation, le régime bourguibien rongé par des luttes intestines, car la guerre de succession était déjà ouverte dès la fin des années soixante, perd pour la première fois son assurance. L'emprise de l'Etat nation vole en éclats et l'édifice se lézarde. Le pouvoir se replie sur ses milices. On verra ainsi des lois promulguées, pour une nouvelle forme de service civil, et pour lesquelles on ouvre les chantiers nationaux, (plus de 50 % de la population à moins de 20 ans). Pour sa part, le mouvement social reflue dans les villes devenues des bastions bien gardés.

Car, entre temps, dès le début des années 70, sous la poussée de sa base, l'U.G.T.T. (Union Générale des Travailleurs Tunisiens) se détache progressivement du régime et s'engage dans un processus de revendications grandissant, qui gagnera tous les secteurs d'activités.

En vain, le régime cherchera à établir un « pacte social », la pénurie, l'inflation et leur corollaire, l'enrichissement insolent des couches parasitaires précipitent la rupture. Les distorsions dans le développement régional aggravent le phénomène qui ne profite qu'aux régions côtières, au détriment de l'arrière-pays

et des régions intérieures : Gafsa, le Kef, Kasserine, Jendouba... D'où l'exode rural vers les villes et la prolifération des bidonvilles. L'année 77 a connu une polarisation extrême et engage la centrale syndicale, qui compte 500.000 adhérents, corps et biens, dans des centaines de grèves qui finissent par paralyser toute l'activité sociale et économique et se soldent par le bain de sang que l'on sait.

Malgré les velléités du régime, la décentralisation industrielle n'intéresse, aujourd'hui, que pour une infime partie l'arrière-pays et les régions désertifiées : 50 % des projets retenus concernent toujours des investissements à réaliser à Tunis. La même chose pour les équipements publics : sur une moyenne nationale de 22,3 lits d'hôpitaux pour 10.000 habitants, Sidi Bouzid, Zaghouan et Siliana ont des taux respectifs de : 2,7 ; 3,9 et 6,4 lits. En comparaison, Tunis a 52,41 et Sousse 29,5 lits. Les activités agricoles occupent encore plus de la moitié de la population active mais les échanges agro-alimentaires accusent, pour la Tunisie, un déficit record de 35,4 millions de dinars en 1977.

C'est sur ce fond que le régime de l'usure, juge et arbitre, vient de voler la vie aux 13 suppliciés de Gafsa, et auxquels un mourant de 75 ans refusa la grâce de la vie.

## Une économie à la dérive

Si une couche parasitaire vit au-dessus de ses moyens par les différentes formes d'affairisme, l'économie tunisienne tient par le dénuement des masses populaires

Aziz G.

# de la vie!

## Bourguiba, souviens toi du Chah !

Place de la République, jeudi 17 avril, 18H30, la « campagne » pour la vie sauve des condamnés de Gafsa » appelle à un rassemblement de protestations pour tenter, dans un ultime sursaut, d'arracher à la mort les 13 insurgés de Gafsa voués à la potence, par les seides de l'inquisition destourienne.

La veille, Bourguiba a reçu la seconde délégation de huit avocats qui lui ont présenté le recours en grâce. « Nous avons été très mal reçus », m'avait confié au téléphone dans l'après-midi du mercredi l'un d'entre eux...

Et pourtant, en me rendant jeudi au rassemblement de la Place de la République, je garde encore l'espoir que le chef de l'Etat tunisien aura la sagesse et l'habileté d'opter pour un reste de clémence et d'apaisement.

La campagne internationale engagée depuis deux semaines avait été si ample, s'étendant des milieux chrétiens libéraux à l'ensemble des organisations démocratiques et anti-impérialistes, qu'il me paraissait difficile que Bourguiba, pour imprévisible qu'il soit, puisse en faire fi.

Les amis de la Tunisie et de son peuple. Les compagnons français du « combattant suprême » aux jours difficiles de la lutte pour l'indépendance et ceux des partisans de la nouvelle résistance préconisée par Ahmed Mergheni, Azzedine Cherif, Amar Mliki, Abdelmajid Essakri et leurs frères d'armes, tous, libéraux, démocrates et révolutionnaires ont été unanimes pour demander avec insistance la grâce des condamnés.

C'est en arrivant à 18H30 à la République que j'ai appris la terrible nouvelle : à l'aube du jeudi 17 avril, sur ordre du chef de l'Etat tunisien, en l'absence de leurs défenseurs et pour tout dire à la sauvette, treize hommes ont été pendus.

Durant douze heures, un silence de mort s'est abattu sur les médias, la presse aux ordres, mais aussi les correspondants des agences et des journaux étrangers.

Ce n'est qu'en début d'après-midi que l'insoutenable rumeur a pu filtrer !...

Que faire ??

Ce rassemblement et ce cortège ne sont-ils pas dans ces conditions à la fois émouvantes et dérisoires ??

Eh bien ! non ! les poings serrés, les larmes au cœur, j'ai participé à la manifestation jusqu'au quartier d'immigrés de Belleville.

Le sacrifice des martyrs de Gafsa ne sera assurément pas vain. Aux cris de « Bourguiba assassin, Giscard complice ! », « Bourguiba tue », « La lutte continue », « Pas de vacances au pays des potences ! », « Régime destourien, régime assassin ! ». J'ai vu des dizaines de jeunes travailleurs immigrés rallier une initiative dont ils ne soupçonnaient pas même l'existence.

Mais il y a, surtout à mes yeux, les réactions sur les trottoirs et aux fenêtres, au slogan « Bourguiba, souviens-toi du chah ! ». Slogan prémonitoire s'il en est, car j'ai la conviction à présent que l'aveuglement des dirigeants du parti unique destourien leur a fait franchir aujourd'hui un seuil de non-retour.

C'est cela, hélas, la logique du despotisme et de la dictature.

Pour ce régime aux abois, il semble qu'il n'y ait d'autre issue que la fuite en avant, dans une répression sans cesse accrue, du massacre du 26 janvier 1978 aux pendaisons du 17 avril 1980.

Adieu, Ahmed et tes camarades. Je ne partageais ni toutes vos analyses ni tous vos choix dans les moyens de lutte, mais j'ai pu apprécier la sincérité et l'authenticité de votre engagement révolutionnaire, arabe et anti-impérialiste. Vous n'aviez réclamé ni la gloire ni les larmes, ni l'orgue, ni la prière aux agonisants.

Vous vous étiez servi simplement de vos armes...

Je sais, de toute la force de notre solidarité, que face à vos bourreaux, au petit matin de ce 17 avril, que votre attitude a été celle de tous les combattants de la liberté, affrontant une mort qui n'éblouit pas les yeux des partisans.

Marigrine Auffray-Mileys  
Avocat au Barreau de Paris.

A effectué plusieurs missions d'enquête sur les violations des droits de l'homme en Tunisie.

## Réponse à la fille de Chérif

Lettre à la fille d'Ezzedine Cherif, combattant mort par idéal.

J'ai appris la nouvelle par la télévision HEND Cherif, ton père Ezzedine et ses compagnons de révolte ont été pendus pour avoir assuré leur idéal d'existence jusqu'au sacrifice de la vie. Le lendemain du jour où s'éteint en France le père de leur philosophe de l'existence ; ils ont été tirés de leur geôle et conduits au gibet !

Je pleure en pensant à leur Tunisie des voyages organisés quand je relis ta lettre, ô toi la fille de Ezzedine, car tu es orpheline à présent. Je te dis que ton père a peut-être été pendu, mais qu'il est vivant pour l'Eternité dans le cœur des

hommes épris comme lui, de la liberté d'exister, c'est à dire, quand on a passé comme tu le dis une dizaine d'années au bague de Borj-Erroumi, de se dresser dans la révolte de la misère et de faire le don de sa personne à ses Frères. Ton père qui te donnait à lire des livres de poète et de classiques arabes est celui de tous ceux qui, Européens ou Arabes, musulmans ou catholiques, ont travaillé en Tunisie.

Moi, je n'ai pas connu Borj-Erroumi mais la

Manouba aux lendemains de l'échec de la Révolution de 1968 en France.

Je ne sais si tu pratiques ta religion, moi je pratique la mienne, qui combat encore la tienne, et, je te le dis, HEND Cherif, que ton père a peut-être été pendu mais il est vivant dans la mémoire des hommes qui sont libres, à l'image de Dieu, et, je te dirai, même si cela ne te rend pas le corps d'Ezzedine en vie, ce que dit l'ange au jour de Pâques, aux femmes venues embaumer le corps de Jésus : « Femme, l'homme que tu cherches n'est plus ici, il te précède en Galilée ». En Palestine préciserai-je.

Je demande à tous les Français qui ont aimé la Tunisie et qui l'aiment, de crier le dégoût devant un régime qui laisse venir les touristes, et qui fait passer pour fous ceux qui venus l'aider sans savoir, refusent de collaborer quand ils savent, et qui a recours au supplice pour régler ses comptes avec des rebelles à un ordre social, qui est celui de l'exploitation du Faible par le Fort, du Pauvre par le Riche.

Francis (Montpellier) ex-coopérant en Tunisie.

## Libre opinion

### Un scénario macabre

Voilà... 48 heures à peine après l'assassinat des 13 patriotes, dire avec l'amertume terrible de la révolte qu'une fois encore « la boucle est bouclée »... Il n'aura pas suffi au régime bourguibien de réprimer dans le sang, à coups de ratissages, d'état de siège, d'exécutions sommaires et d'arrestations, les événements qui se sont déroulés à Gafsa le 27 janvier 1980 et les jours suivants... Il n'aura pas suffi à ce pouvoir discrédité de faire pour la énième fois, à des militants, un procès bâclé, entaché d'innombrables irrégularités et ce au terme de tortures destinées à les briser totalement... Il ne restait (donc) plus à cet appareil d'Etat corrompu qu'à accomplir le dernier acte d'un scénario macabre qu'il poussa le cynisme à exécuter dans un black out total de l'information et dans un (de ces) climats d'intoxication hystérique « à la destourienne » : macabres, ces « entretiens » avec certains des avocats commis dans l'affaire, lors même que les potences, à l'aube de ce 17 avril 1980, balançaient les corps de 13 hommes, treize parmi ceux qui avaient eu le courage et la détermination de prendre les armes contre un pouvoir qui n'a pour toute assise que les corps de centaines de patriotes yousefistes abattus dans les années 53-54, que ceux des centaines d'hommes et de femmes, et d'enfants, tués

lors du massacre du 26 janvier 1978, etc...

La mobilisation impulsée à l'initiative de la « campagne pour la vie sauve aux militants de Gafsa » avait permis d'espérer d'une pression suffisante pour infléchir la volonté de vengeance d'un pouvoir par ailleurs quelque peu « pointilleux » sur son image de marque, notamment auprès de ses « amis français ». C'était sans compter avec les termes implacables d'une logique répressive institutionnalisée : cet acte de barbarie prouve une fois encore comment, enfermé depuis 26 ans dans un cercle infernal de violence, ce pouvoir s'est, par l'action armée de ces patriotes, senti ébranlé dans ses fondements. Le crime que Bourguiba et consorts viennent de commettre est en fait à la mesure de la haute viscéralité qu'ils éprouvent à l'égard d'hommes et de convictions qui remettent directement et historiquement en cause la dite « légitimité » bourguibienne. Cette violence est aussi à la mesure de la peur que ce régime ressent face à une montée croissante des tensions sociales dont les événements de Gafsa ont été une concrétisation flagrante.

Il faut rappeler que les treize pendaisons de Tunis ne représentent qu'un des aspects les plus ignobles de la répression actuelle. Rappelé que les martyrs de Gafsa ne sont pas 13 mais, en fait, des centaines depuis le 27 janvier dernier et principalement au sein de la population de la ville, rappeler que plus de deux cents personnes sont actuellement détenues et passibles des tribunaux de droit commun, rappeler enfin que des dizaines de camarades des « condamnés de Gafsa » risquent de mourir lentement dans les geôles destouriennes.

Au titre d'ami du peuple tunisien en lutte, je tiens à dire avec force la complicité et l'implication directe du gouvernement français dans la répression qui a sévi et sévit actuellement en Tunisie. Derrière l'appareil répressif militaire et policier comme derrière les bourreaux de la Prison Civile de Tunis, il y a omniprésente, non seulement l'aide militaire française, mais surtout un ensemble d'intérêts impérialistes que le régime réactionnaire bourguibien tente, dans une fuite en avant désespérée, de préserver : il est vrai que c'est de sa propre survie qu'il s'agit là... une survie au prix d'exactions et de carnages que seules la mémoire et les souffrances d'un peuple seront capables de venger.

Pierre (Amis de la Tunisie) en lutte.

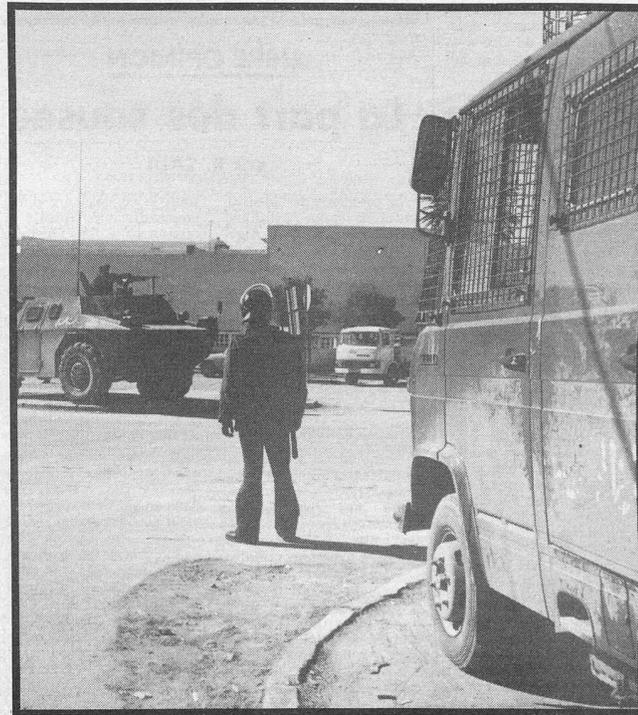


Photo : D.R.

# Algérie: les langues se délient

Culture  
berbère Culture  
algérienne

Alger, mardi 8 avril.

Venant de la place du 1<sup>er</sup> Mai, où les traces de la manifestation du lundi 7 avril qui fit plusieurs blessés chez les manifestants, ne sont pas visibles, si ce n'est quelques voitures de police et de gendarmerie stationnant ici et là, je fus accueilli par un déferlement d'étudiants au niveau de l'ex-rue Charras, coupant net avec le relatif calme qui régnait plus tôt. Ce n'était pas vers le restau U que les étudiants se précipitaient : plus bas, un cordon de C.N.S. (\*), tenues bleues et visières baissées, barraient le boulevard Amirouche. Les traditionnelles chasses-d'eau anti-émeutes étaient là aussi. Pourtant aucune trace de manifestants sur le boulevard. Des flics en tenue normale obligeaient les gens à circuler, matraques à la main...

C'est en remontant la rue Didouche Mourad que les choses s'éclaircissent : les étudiants avaient tenté une marche des facultés centrales vers la Grande-Poste. Vite dispersée : les brigades anti-émeutes étaient là aussi. Matraquages et arrestations. Une grande partie des étudiants avait cependant pu regagner l'enceinte de l'université. Bouclés aussitôt par un cordon qui partira quelques temps plus tard. Les étudiants ne quitteront plus la faculté. Ras-

semblés derrière le grand portail et tout au long de la corniche qui donne sur la rue Didouche et la place Audin, tout l'après-midi, ils crieront les slogans réclamant le droit de cité à la culture berbère et à la culture populaire.

La foule était encore plus dense que d'habitude. Et pas seulement parce qu'on ne pouvait emprunter qu'un trottoir, car celui appartenant à la fac était interdit, comme si l'on craignait un plus étroit contact entre la population et les étudiants barricadés.

La chaleur est écrasante. La quasi totalité des magasins face à la fac étaient fermés. Sans doute, par crainte d'émeutes. Au milieu de la foule, de jeunes policiers obligeaient comme au boulevard Amirouche les gens à circuler. Devant moi, une matraque venait de s'abattre sur le dos d'un jeune adossé à un arbre : « Je te dis de circuler ». La rue était bien contrôlée. Deux catégories de flics : les « chiens méchants » qui manipulent avec dextérité la matraque et l'insulte, et les jeunes du service national beaucoup plus près de la population. Parmi les « chiens méchants », les inévitables « S.M. » (sécurité militaire), un discret talkie-walkie à la main.

Brusquement, un grand brouhaha : on venait d'ar-

Dans un Maghreb en ébullition, l'Algérie manifeste une revendication qui, pour être relativement localisée, n'en est pas moins universelle par ses motivations et capitale par son intérêt : l'identité culturelle d'un peuple.

Comme on pouvait s'y attendre, la manifestation des étudiants de Tizi-Ouzou du 11 mars dernier, qui faisait suite à l'interdiction faite à l'écrivain M. Mammeri d'animer une conférence sur « La poésie kabyle ancienne » (voir S.F. du 25.3.80), a fait tâche d'huile en Kabylie, atteignant même Alger et Sétif.

A Alger, plusieurs manifestations d'étudiants ont eu lieu, mobilisées par les revendications des étudiants de Tizi-Ouzou : reconnaissance de la langue berbère et, au-delà, le droit de cité à l'expression populaire dans le pays.

L'entrevue entre les étudiants de Tizi-Ouzou et le coordinateur du parti unique, le F.L.N. d'une part, celle ayant réuni une délégation de neuf enseignants, « conviée » : par le préfet de Tizi-Ouzou à une rencontre avec le ministre de l'Enseignement Supérieur d'autre part, auront pu laisser présager un apaisement et une bonne volonté susceptibles d'amorcer une négociation intelligente et réfléchie.

Mais, compte tenu des échos de la récente « mise au... point du chef de l'Etat, et de ce qu'il était absent du pays lors de ces « avances », il semble bien plus réaliste de conclure, soit à un déphasage d'opinion à l'intérieur du pouvoir, soit à une tactique « anesthésiante » mise en place en attendant le retour du chef de l'Etat.

Malgré la dynamique du soutien dont en particulier les travailleurs de tous les secteurs (la réussite de la grève du 16 avril est de ce point de vue fort significative) et la population de Kabylie ont consolidé le mouvement de revendication, le chef de l'Etat a, selon la presse (\*), clairement réaffirmé le triptyque idéologique des ulémistes des années 30 : l'ordre et la syntaxe seuls ont évolué (\*2).

rêter quelqu'un. Littéralement extirpés d'une petite « Renault 5 » rouge, un jeune et sa compagne sont ipso facto embarqués dans une voiture de S.M. « Police assassin », « Libérez nos camarades », « La police à l'usine », criaient les étudiants. La foule dehors n'a pas bougé. Elle n'a pas osé... « Circulez, circulez », les flics sont encore plus vigilants.

De l'autre côté de la rue, les étudiants continuaient de plus belle : « On est au Chili », « Police assassin ».

Peu après, un semblant de revanche : le hasard a fait qu'un panier à salade tombe en panne juste devant l'enceinte. Les flics durent le pousser à la main sous la huée et les « oh ! hisse ! » moqueurs des étudiants...

Azraïñ  
(correspondance Alger)

(\* C.N.S. : Compagnie Nationale de Sécurité (équivalent des C.R.S. d'ici), en principe dissoute par feu Boumedienne à la suite d'un attentat contre lui.

## LIBRE OPINION

### La part des causes

par R. SADI

Le problème de l'identité culturelle (et donc politique) actuellement posé en Algérie et potentiel, si on peut dire par les temps qui courent, à travers toute l'Afrique du nord ne date ni de la colonisation française, ni encore moins, de l'indépendance.

C'est un problème qu'a, de fait, posé et perpétué la série de colonialismes qui se sont succédés sur ce morceau d'Afrique béni des dieux.

L'explosion multiforme (manifestations, grèves, protestations écrites, etc., suivies des opérations répressives de routine, exception faite de ce « cordon sanitaire », comme le dit si délicieusement *France-Soir*, mis en place autour de la Kabylie), l'explosion multiforme, disais-je donc, que connaît l'Algérie actuellement n'est qu'un prolongement d'une série d'« incidents » (voir la chronologie ci-contre) mais aussi et sur-

tout, la conséquence d'une contradiction capitale et quasi-unique dans l'histoire de l'Afrique du Nord :

Sur les années soixante, pour la première fois depuis quelque vingt siècles, l'Afrique du nord, certes encore morcelée en trois pays, se retrouvait néanmoins sinon libre de toute pression extérieure, du moins dirigée par des hommes (surtout) nés d'elle et se réclamant siens.

Malheureusement, cet acquis exceptionnel et historique n'a pas été exploité dans un sens qui, pourtant, allait de soi : redonner en toute priorité la parole à un peuple muré et baillonné depuis des siècles, des millénaires. Pour cela, il aurait été suffisant - et il reste nécessaire - de valoriser l'une et l'autre des deux langues effectivement populaires en Afrique du nord : le berbère et l'arabe authentiquement local, lesquelles langues

Le parallèle fait entre la revendication populaire et les négociations actuellement en cours avec la France et les U.S.A. est un amalgame d'autant plus incongru que, de toute évidence, les étudiants de Tizi-Ouzou n'ont pas pu avoir prévu que la sortie en librairie du livre de M. Mammeri (aux Editions F. Maspero), qui a motivé leur invitation, allait avoir lieu juste avant cette affaire de gaz. Encore moins auront-ils pu dicter sa décision au Wali (Préfet) censeur juste à ce moment.

Ce refus, incompréhensible, de reconnaître le bon fondement d'un mouvement populaire exigeant l'officialisation et la promotion d'une culture authentiquement populaire cache-t-il une politique du pire, comme semble l'indiquer le renforcement des effectifs militaires et policiers en Kabylie et à ses alentours immédiats ?

Une répression tragique ? Un marché de dupes ? Ou, malgré tout, peut-on espérer une solution qui soit à la hauteur — et à l'honneur — de la meilleure Algérie ?

« Sans Frontière » se propose de donner ici quelques éléments de réflexions et d'information sinon absolument objectifs, du moins sincèrement et librement exprimés par des Algériens.

C'est notre premier apport à un problème qu'à l'instar d'autres médias et organismes nous n'avons peut-être pas, jusqu'encore, saisi dans toute sa complexité et profonde vérité.

Mouloud CHALAH  
Farid AICHOUNE

(\* Voir « Le Monde » du 19 avril 1980, en dernière page.  
(\*2) Le mot d'ordre d'alors, généralement attribué au Cheikh Ben Badis, chef de file du mouvement oulémaïte, était : « L'Algérie est mon pays, l'Arabe est ma langue, l'Islam ma religion ». Le colonel Chadli Ben Djedid, chef de l'Etat a, lui, déclaré que l'Algérie était « un pays arabe, musulman, algérien ».

avaient, dès le départ et ont encore des grands mérites et privilèges que « l'élite » leur retourne en dérision : ceux d'être parlés, déjà et en effet...

Au lieu de cela, un arabisme réactionnaire, archaïque et suranné, paré de la sacro-sainte bannière de l'Islam, a été injecté et imposé à un peuple qui ne l'a jamais ni connu, ni reconnu pour sien.

D'où les événements en cours, comme disait pudiquement la presse lorsque vers les années 54-55, les Aurès et la Kabylie, justement, assumaient leur rôle historique et naturel de fer de lance de la lutte pour l'indépendance.

On comprendra dès lors qu'il est vain et illusoire d'espérer une solution immédiatement et intelligemment « négociée ».

## Paris: soutien aux étudiants de Tizi-Ouzou

Un rassemblement a eu lieu lundi 7 avril devant l'ambassade d'Algérie à Paris. « Le berbère à l'école », « pour une culture authentiquement algérienne », « identité berbère = identité algérienne », « arabophones, berbérophones même combat » : quand un millier de personnes crie ceci, cela revêt un accent de vérité qu'il est inutile d'essayer de contester. Ce jour-là, les manifestants venus d'horizons différents s'étaient rejoints sur la base de revendications de l'identité culturelle et de la liberté d'expression en Algérie.

Ce ne fut en aucun cas l'initiative d'un parti politique et d'ailleurs, dans la manifestation, il ne fut permis à personne de récupérer le mouvement. Comme il fallait s'y attendre, l'ambassade refusa une entrevue avec la délégation détachée par les manifestants qui re-

présentaient plusieurs régions d'Algérie. Ceux-ci voulaient montrer que la revendication n'était pas le seul lot de la Kabylie mais qu'elle concerne toute l'Algérie, arabophone et berbérophone.

Qu'on ne s'y trompe pas : la revendication de l'identité berbère rencontre, un écho plus que favorable dans l'immigration algérienne qui a une longue tradition de lutte pour l'identité politique, économique et culturelle.

Cette manifestation qui s'inscrit comme un acte de solidarité avec les manifestations d'Algérie aura permis de montrer que les immigrés, conscients des acquis de la Révolution algérienne, suivent de très près ce qui se passe au pays et que la lutte pour le pain passe aussi par la liberté d'expression.

K.N.

# CHRONOLOGIE DES EVENEMENTS

Dès les premières années qui ont suivi l'indépendance nationale, il s'est avéré que les langues populaires allaient être laissées à leur propre sort, sans budget ni politique, et ce au bénéfice de l'arabe classique, décrété langue « nationale », d'enseignement, d'administration et d'information. Quelques personnalités et formations politiques ou syndicales ont attiré l'attention des autorités en place sur ce problème ou même posé, en des termes divers il est vrai, la question de l'identité culturelle algérienne dans leur plate-forme ou leur programme, quand ils en avaient.

Cependant, c'est surtout l'arabisation de fond et de forme des programmes scolaires, des administrations (la justice comprise) et des médias (presse, radio, télévision) et une politique de culpabilisation ambiante mise en place autour des masses populaires qui devait amener l'embryon de prise de conscience initial au stade relativement consistant auquel on peut l'estimer aujourd'hui.

Les faits chronologiquement ordonnés ci-dessous ne sont pas nécessairement les plus probants, les plus graves. Ils sont seulement, le feu de l'actualité aidant en ce qui concerne les plus récents, les plus aptes à « visualiser » et supporter une chronologie cohérente et, comme dit plus haut, sommaire :

— Dès les toutes premières années successives à l'indépendance : détérioration des programmes et réduction continue du temps d'émission de la « Chaîne (radio) Nationale II » qui, seule, émettait en berbère (de Kabylie).

— Vers 1970-71, sur intervention du gouvernement algérien, semble-t-il, après une réduction progressive de ses horaires, une chaîne radio de l'ex-ORTF qui émettait en berbère pour l'immigration kabyle (très importante) est totalement supprimée.

— 1974 : Suppression de la chaire de Berbère à la faculté des sciences humaines d'Alger. On propose à son titulaire d'alors (M. Mammeri) d'enseigner... le français.

— 1974 : une importante manifestation culturelle annuelle de la Haute-Kabylie, « La fête des cerises » fait l'objet d'une tentative d'arabisation forcée. Des affrontements s'ensuivirent qui entraînent plusieurs morts (trois ?) dont certaines parmi les « forces de l'ordre ».

En conséquence, interdiction est faite à des artistes kabyles (Aït Menguellet et Ferhat, en particulier) de se produire... en Kabylie. Une vingtaine de lycéens sont arrêtés.

— Approximativement à la même période, des jeunes lycéens manifestent un peu partout : Sidi-Aïch, Dellys, la répression est dure : incorporations d'office, mutilations, emprisonnements, etc.

— 1975 : K. Yacine au Monde : « Nous sommes une majorité tronçonnée. Prendre conscience de notre identité est urgent ! ». Et plus loin et de mémoire : « Une démocratie dans laquelle le débat idéologique serait absent ou faussé n'est qu'un défilé de militaires ».

— 1976 : Arabisation d'office des noms de personnes et des enseignes commerciales. Les noms et enseignes à consonnance berbère sont interdits.

— 1977 : Profitant de la victoire de leur club (l'ex-Jeunesse sportive de Kabylie, tenue de changer de nom), les supporters manifestent très nettement leur hostilité à la politique d'arabisation du pouvoir, et ce en présence du Chef de l'Etat d'alors (H. Boumediène), personnellement mis en cause. Du stade « 5 juillet », la foule descend à travers les rues d'Alger.

— 1978 : Les étudiants de l'université de Tizi-Ouzou invitent Aït Menguellet pour un récital. L'autorisation préalable - et nécessaire, on le sait - est refusée.

— 1979 : La pièce de K. Yacine, *La guerre de 2 000 ans*, est censurée.

— Juin 1979 : Une troupe mozabite et une chaouïe (des Aurès) invitées à Paris dans le cadre d'un festival d'expression d'expression berbère sont interdites de sortie du pays.

— Fin 1979-début 1980 : des campagnes d'actions répressives sont menées par des arabisants intégristes (agressions, grèves, etc.). Les autorités laissent faire.

— Janvier 1980 : La troupe artistique chaouïe Azrou est collectivement arrêtée.

— 1er et 2 mars : à l'occasion de la sortie de son livre (*La poésie kabyle ancienne*, chez Maspéro), M. Mammeri donne une importante interview à *Libération*. Il y dénonce en particulier le « jacobinisme » d'une culture imposée au peuple et qui est tout sauf, justement, populaire.

— 10 mars : Une conférence du même M. Mammeri sur le thème de son dernier livre est interdite à

l'université de Tizi-Ouzou, par le wali (sorte de préfet) local, si on peut dire... En conséquence immédiate :

— Le 11 mars : plusieurs centaines d'étudiants manifestent à travers la ville, devant la « Préfecture » et le siège du parti entre autres.

— Le 16 mars : une manifestation de soutien est organisée à Alger. Elle est dispersée sans ménagements à tout le moins.

— Le 19 mars : Le Chef de l'Etat ne fait pas le déplacement prévu pour cette date à Tizi-Ouzou.

— Le 7 avril : Une seconde manifestation est très durement réprimée à Alger. Au moins une centaine d'étudiants a été jetée dans des paniers à salade et emmenée pour les « opérations de routine ». Les autorités démentent qu'il y eut « un mort et plusieurs blessés » et affirment que les « interpellés » ont été relâchés.

Cette manifestation marque un durcissement et une importante amplification du mouvement revendicatif. En particulier, les personnels de l'hôpital de Tizi-Ouzou dénoncent courageusement une de ces classiques « motions de soutien » dépêchées d'un peu partout, en Kabylie, par les diverses organisations officielles ou para-officielles (cellules du Parti, coopératives, etc.) en faveur de la « direction politique du pays » et au

nom de leurs membres. Lors de leur réunion, ces personnels en ont librement voté une autre en faveur des étudiants en grève et de leurs revendications.

— 7 avril : manifestation de soutien à Paris (voir article ci-contre).

— 11 avril : Les autorités déplacent d'un peu partout des « contre-manifestants révolutionnaires » pour tenter de faire basculer l'opinion nationale et internationale, et organisent ainsi des marches et des meetings à travers la Kabylie, dont un animé par des officiels de haut rang à Tizi-Ouzou même.

— 16 avril : A l'appel des comités de grève, une grève générale paralyse toute la Kabylie, atteint Alger et même Annaba.

Il semblerait que l'exemplarité de cette grève, qui s'est déroulée dans un calme et une dignité exceptionnels, ait en partie été justifiée par l'impuissante exaspération de la population kabyle face à la supercherie du 11 précédent.

A suivre donc...

P.S. Pour une information plus complète, s'adresser au journal ou à « Scoop Imediazen », 11 rue de Lesdiguière, métro Bastille, ou encore à « Idles amazigh », rue Neuve des Boulets, métro Boulets de Montreuil (12<sup>e</sup>).

(2) Une manifestation est prévue à Paris pour le 1<sup>er</sup> mai.

## POINT DE VUE

### Non à la guerre civile

« Chaque matin, avant tout, je me préoccupe d'avoir la force d'attendre... ». Poème Targui.

Attendre... Nous n'en sommes plus là en Kabylie où il règne depuis plusieurs semaines une véritable atmosphère d'émeute. Ce que l'on appelait autrefois le « particularisme kabyle » est déjà rejeté d'emblée, l'identité nationale proclamée sans conteste. Le droit à la différence dans l'unité s'efface au profit de la généralisation des revendications (liberté d'expression, de pensée et d'opinion, reconnaissance et enseignement des langues populaires). Le peuple Amazigh, berbérophone et arabophone tient à sauvegarder sa civilisation et ses langues, ses valeurs et ses organisations sociales (que ni les invasions ni le temps n'ont pu entamer) au milieu de l'unification jacobine, utopiste, orientaliste et arabe. Réplié sur lui-même farouche et rebelle à toute assimilation, l'« Agadir » kabyle est aujourd'hui le fer de lance d'un vaste mouvement national. Dépassant une genèse immédiate du mouvement, soucieux de préserver

les acquis de la révolution, il surprend incontestablement les autorités. Ayant prouvé leur force sur le terrain et leur disposition à négocier, les insurgés de Tizi-Ouzou de Larba Naït Iraten, d'Ain-el-Hammam, d'Azazga, d'Alger, de Dra-Ben Khadda, de Bordj-Menaïel, de Sidi-Aïch, ont marqué

des points. En partageant sans réserves les positions prises à l'intérieur du pays, la manifestation de soutien organisée par le comité de défense des droits culturels devant l'ambassade d'Algérie à Paris a, elle aussi, marqué des points et ce, malgré les déclarations diffamatoires et l'hostilité déclarée de la presse écrite et télévisée. Les tentatives de récupération du mouvement ont toutes échoué. Le mouvement amorcé est purement culturel. Les moyens qui sont actuellement mis en œuvre pour endiguer cette poussée de fièvre qui descend des montagnes et commence à gagner d'autres régions du pays, à savoir les troupes spéciales qui quadrillent le territoire, les forces de police et de gendarmerie, les services de renseignements, les organisations de masse, la presse et la télévision, la délation et les arrestations arbitraires ne feront que renforcer et durcir le mouvement qui s'écartera dangereusement de la solution médiane pour n'envisager que les solutions extrêmes. Le combat passera alors dans la clandestinité où de jeunes et fervents nationalistes déterminés se regrouperont et se prépareront à l'action directe. Dans ces conditions, l'épreuve de force qui vient de commencer pourrait bien se prolonger et les « concessions » que fera la comité central du F.L.N. au mois de mai apparaîtront vaines et timorées.

Mammeri Voukhalfa

## Texte du tract diffusé à Alger

Suite à la répression qui s'est abattue sur la communauté universitaire, les travailleurs, étudiants, enseignants de Tizi-Ouzou ont décidé de constituer un Comité anti-répression chargé d'expliquer la nature du mouvement, d'informer sur ses développements, de faire des démarches pour libérer les prisonniers de la communauté universitaire, faire cesser la répression et faire respecter les libertés démocratiques en Algérie.

Depuis quelque temps, les étudiants à Tizi-Ouzou et à Alger, soutenus par les masses populaires, organisent la lutte pour la reconnaissance des langues populaires algériennes et contre la répression dont est victime la culture populaire et notamment la culture berbère. Par ailleurs, la presse officielle et étrangère a tenté

de déformer le mouvement aux yeux de l'opinion publique et de lui donner un sens erroné. Dans ce cadre, nous dénonçons toute tentative et fausse interprétation du mouvement.

De même, nous dénonçons la répression qui sévit et les atteintes aux libertés démocratiques en Algérie par :

— Le quadrillage policier des universités d'Alger et de Tizi-Ouzou et la violation de l'enceinte universitaire par les Services de Sécurité,

— L'arrestation d'enseignants, d'étudiants, de lycéens et de travailleurs :

\* 74 étudiants de Tizi-Ouzou portés disparus, \* L'enseignant SADI Hocine arrêté,

\* Les lycéens MEZZI et BENKANOUN portés disparus,

\* Le travailleur ABTOUT Arezki arrêté.

— L'utilisation des forces de l'ordre à des fins anti-populaires testées sous des régimes de dictature (relevé de l'identité de tout jeune se rendant à Alger, arrestations massives et arbitraires),

— L'utilisation d'armes à feu contre les étudiants comme cela a été le cas à Oued-Aïssi le 7 avril 1980 à 22H20,

— La répression qui s'abat sur toutes les villes et villages de la Wilaya de Tizi-Ouzou notamment.

Nous exigeons :

1. La libération immédiate et inconditionnelle des prisonniers arrêtés au cours du mouvement, 2. La cessation de la répression contre la communauté universitaire et

les masses populaires,

3. La reconnaissance des langues populaires algériennes, notamment de la langue berbère,

4. La cessation de la campagne de falsification des objectifs du mouvement, menée par la presse nationale et les autorités locales (C.N.P. (1), Wali),

5. Le respect des libertés démocratiques en Algérie.

La communauté universitaire de Tizi-Ouzou est déterminée à poursuivre la lutte jusqu'à pleine satisfaction de ses revendications.

Le Comité anti-répression de Tizi-Ouzou.

(1) Commissariat National du Parti. (NDLR). N.B. : Cette lettre a été diffusée depuis le 7 avril au moins. (NDLR).

# MARTINIQUE: Une grève générale pour quoi faire?



Photo : D.R

La « grande grève générale » du 17 avril 1980, fut un demi-succès pour ne pas dire un demi-échec. Vu le caractère assimilationniste de cette grève : alignement du SMIC martiniquais sur celui de la France, doit-on se réjouir de son échec, ou en revanche s'attrister du manque de mobilisation à propos d'une « juste revendication », cherchant à renforcer la main au gouvernement français pour un alignement des revenus martiniquais, « français comme les autres », sur ceux des Français de « métropole » ? Lorsque l'idée de cette grève fut lancée, il y a quelques semaines, on avait cru que c'était pour apporter un refus catégorique aux propos provocateurs de Paul Dijoud, secrétaire des dits DOM, qui avait notamment affirmé : « Les Antilles resteront françaises que cela plaise ou non ».

## La farce de « l'heure d'été »

Puis il y eut la farce de « l'heure d'été ». Alors les principales organisations politiques et syndicales s'étaient élevées en véhémentes protestations, en appelant à une grève que l'on espérait politique, massive et déterminée. Voici quelques unes des réactions observées : « jamais monsieur Dijoud ne se serait permis d'employer ce langage qu'il a tenu aux Antilles, dans n'importe quel autre département ; s'il l'a fait ici c'est parce que c'est un pays d'hommes de couleur, ce langage est un langage raciste qui montre le vrai visage du gouvernement de M. Dijoud qui a

jeté le masque. C'est le langage de la force et l'on veut mener les DOM par la force, mais les propos de monsieur Dijoud sont toujours repris par les colonialistes chaque fois qu'on est à la veille d'un changement » affirme Armand Nicolas du PC. « Non, monsieur Dijoud n'est pas devenu fou, nous pensons que le pouvoir va maintenant passer au stade de la répression. Il n'y a pas d'autres moyens de préserver les libertés qu'en amplifiant ces libertés, il n'y a pas d'autres moyens de se préserver contre le droit de grève qu'en faisant la grève » dit Pierre-Charles pour le GRS, groupe trotskyste, tandis que Siméon Salpérier du PS : « Giscard d'Estaing a décidé de pousser la Martinique à la révolte, pour mieux mater les Martiniquais, et gérer la Martinique sans eux... ». Albert Elana faisait ainsi connaître la position du PPM : « Jamais autant qu'aujourd'hui le peuple martiniquais n'a ressenti le mépris avec lequel de tout temps, les gouvernements de la France ont entendu résoudre les crises sociales... La voie de la libération et de la promotion de notre peuple passe par la prise en charge directe de nos propres affaires et cela que le gouvernement le veuille ou non.

Pourtant ce qui semble être ressorti de cette révolte est une plateforme revendicative, appelant à une grève générale presque exclusivement syndicale dont voici quelques points :

— adaptation du SMIC aux réalités du coût de la vie...

— Progression du pouvoir d'achat de tous les travailleurs.

— Application immédiate et intégrale de la loi du 22 août relative aux prestations familiales et adaptée aux conditions locales.

— Suppression du Bumidon

(Signalons que cette plateforme émanait d'une union des syndicats martiniquais et guyanais).

## Echec ou Boycott

Les 1800 personnes qui ont défilé dans les rues de Fort-de-France en reprenant les slogans à propos des salaires et du niveau de vie des travailleurs martiniquais témoignent-elles d'une non-mobilisation des gens ou d'un refus de s'aligner sur une politique d'assimilation des forces de gauche ? L'échec de cette grève signifie-t-il son boycott par la majorité des travailleurs ? Quand on pense, en outre que la France coloniale n'avait pas vraiment quelque chose à perdre dans cette grève cela donne à réfléchir. En effet, quelque fut l'issue de cette grève, elle en sortait sans trop perdre de plumes. En cas d'échec, elle montrait que la gauche était minoritaire et incapable d'organiser une riposte et en cas de victoire soit elle feindrait d'ignorer ce résultat, soit elle donnerait satisfaction aux intéressés leur clouant par là-même le bec et interdisant toutes velléités.

Cependant, de loin on a l'impression que la dignité celle bafouée par Paul Dijoud et le régime giscardien, reste l'affaire d'un petit nombre qui dès que Dijoud

fait mine, de manière calculée de revenir sur ses propos injurieux, semble soulagée et se tait aussitôt. Et le décalage s'affirme entre l'état d'esprit général qui se traduit soit par l'indifférence soit par des hurlements vites mués en revendications sociales d'une part, et le jeu que semble décider à jouer le gouvernement colonial relayé de ses larbins locaux d'autre part.

Ainsi, récemment une banale élection cantonale a presque tourné en un véritable référendum pour l'indépendance, par les moyens mis en place par la droite avec l'aide des médias réactionnaires, le remplacement de Arthur Régis qui avait démissionné du conseil général de la Martinique a été véritablement monté en épingle. Mais la montagne a accouché d'une souris. Il y a eu 58% d'abstentions et l'élection est passée presque inaperçue. Est-ce à dire que leur sort serait si indifférent aux Martiniquais ? Serait-ils là, indolents, alors que des « hordes de Cubains » débarquaient dans l'île ? Cette campagne orchestrée par le gouvernement colonial n'est en fait qu'une manière de tester les réactions du peuple martiniquais (ex : heure d'été, présence de 200 gardes mobiles, etc...). A quel jeu joue Giscard ? Pourquoi les journaux français crédités par des sentiments anti-colonialistes ou simplement d'objectivité se sont-ils fait l'écho de cette provocation policière et politique en ne repérant pas la farce ? Que Dijoud cherche à se placer parmi les hommes politiques importants de son pays, peut être mais ce

qui est certain c'est qu'il est un pantin qui obéit à des objectifs bien précis du gouvernement colonial. Ses provocations on les lui permet, voire on les lui ordonne. Mais pourquoi ? Envoyer 200 gardes mobiles pour rétablir un ordre qui n'est pas réellement troublé, c'est dire aussi que la France, a le pouvoir de rétablir cet ordre n'importe quand et n'importe où. Et en passant, ces deux cents hommes pourront tester la puissance des gens. Développer à grand renfort de publicité des manœuvres militaires dites « anthurium », c'est à la fois montrer sa puissance, et mieux apprendre à connaître le terrain et la population. Provoquer les syndicats et les partis, dire par exemple que le plus grand leader populaire Césaire Aimé du PPM est indépendantiste c'est faire peur aux Martiniquais en brandissant l'indépendance comme un épouvantail donc « finie la SS, les allocations chômage, et les dits avantages sociaux ! ». Et le classique « regardez les îles à côté de vous », Hé ! Hé, même à Cuba les gens veulent s'en aller ». Faire croire que les

dirigeants politiques et hop ! La boucle sera bouclée : ils fermeront leurs gueules !

Est-ce à dire que les Martiniquais accepteront ce jeu sans protester, sans réagir ? La réaction de certains indépendantistes ex CSTM (Centrale syndicale des travailleurs martiniquais) en refusant de s'associer à la grève du 17 avril présage-t-elle quelque espoir ? Serait-ce une manière de s'opposer au gouvernement colonial, de refuser un certain « dialogue » pour l'amener à prendre ses responsabilités ou du moins à se démasquer ? Car la France est en train de nous piquer aux endroits les plus sensibles (insultes, provocations) pour savoir dans quelles conditions, les prochaines années elle pourra installer ses relais économiques, continuer à nous exploiter, dans quels domaines elle pourra édifier ses bases chez nous. Elle aimerait savoir si elle peut compter sur un statu quo ou essayer de se débarrasser de certains charges sociales après nous avoir sucé pendant des années, quitte à concéder une indépendance

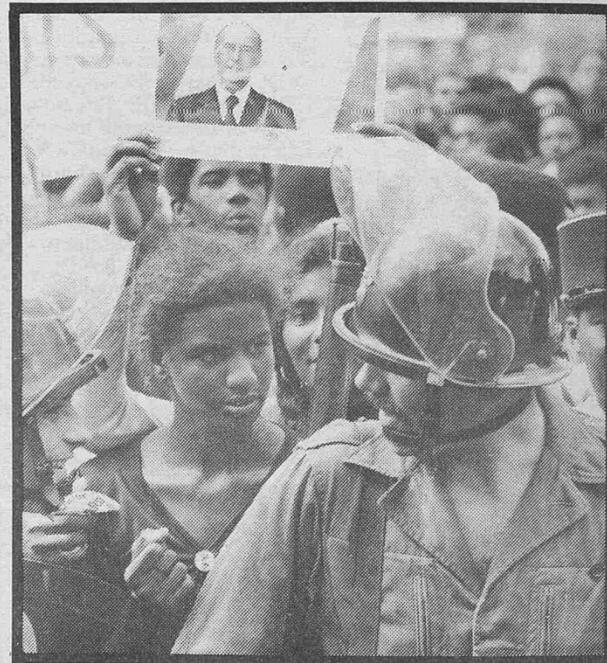


Photo : D.R

Antilles bougent, qu'un vent de violence y souffle, c'est dire qu'il est inévitable d'y répondre par la répression. Et cela ne serait peut-être pas erroné de soupçonner le gouvernement colonial de Giscard d'Estaing de vouloir provoquer des émeutes (combat de rue, sic) pour prouver aux capitalistes français que le gouvernement est capable de rétablir l'ordre en un clin d'œil ; donc qu'ils peuvent sans crainte investir leurs capitaux et s'installer sans danger. Quant aux Martiniquais, on en tuera un ou deux au passage, genre Jovignac. On fera un ou deux procès aux

débouchant sur un régime néo-colonial qui ne la gênerait en rien. Du même coup élection présidentielle oblige, Giscard teste non seulement la gauche, mais aussi les larbins de Chirac pour savoir ses chances dans les DOM. Qui sait peut-être que cela se jouera à quelques centaines de voix. C'est pourquoi nous devons analyser avec soin, avec intelligence, cette situation ; démasquer ce coup monté et ces manœuvres économique-électorales qui se moquent royalement du sort des Martiniquais, de leur dignité et de leurs désirs politiques.

Aline N'GOALA

# L'Exil un et multiple

*Moha le fou, Moha le sage*, c'est d'abord un roman de Tahar Ben Jelloul, écrivain marocain vivant en France, le poète-auteur des *Amandiers sont morts de leurs blessures*, et également de *La plus haute des solitudes*, essai sur la misère affective et sexuelle des immigrés maghrébins.

Depuis le 1<sup>er</sup> avril, ce livre, par la conjugaison du désir et du travail d'un comédien algérien Mohamed Adi, s'est métamorphosé en un spectacle théâtral présenté au Théâtre de Recherche de Marseille.

Qui est Moha ? Un cri, une voix nue traversée de foudre et de tendresse, une voix dont les éclats et les fulgurances démasquent petites et mensonges et invitent le spectateur à troquer les souliers plombés contre des semelles de vent. La vérité de Moha, c'est celle des habitudes qu'aucun baillon ne peut étrangler : l'évidence poétique. Vagabond sans âge, traversant le temps et l'espace, libre car ne possédant rien, Moha vit dans le Maghreb d'aujourd'hui. Il est celui qui interpelle et révèle la réalité d'une société où les valeurs anciennes, parfois étouffantes, s'effritent devant la montée du règne de la marchandise, de la rentabilité, des rapports deshumanisés.

Moha parle, et sa voix est la voix une et multiple de tous les exilés de la vie, de tous les exclus, de tous ceux que la misère et l'oppression ont emmurés de silence.

Moha parle, et l'innocence essentielle de son verbe mine l'ordre établi, tourne en dérision les pouvoirs en place, désarme la technocrate et le psychiatre.

Moha parle, et sa parole prend corps, se métamorphose en éclats de rire, en chants, en danse. A travers elle, c'est tout un peuple qui retrouve sa mémoire, se réapproprie son histoire et peut donc se dessiner le visage de son avenir.

Moha le fou. Moha le sage, fou de sagesse. Fou d'amour. Moha, « l'enfant qui n'est pas mort » s'adresse à l'enfant qui sommeille en chacun de nous : « Dépouillez-vous, allez nus à la mer, allez nus à la forêt et au ciel. N'emportez plus votre argent avec vous. Laissez tout cela dans la rue et venez danser sur les cimes ».

*Moha le fou, Moha le sage*, c'est aussi la coïncidence - jusqu'au rire, jusqu'à la douleur - entre un texte et un comédien ; l'interrogation authentique trouée de brûlures et de secrets murmurés que Mohamed Adi porte sur son identité, sur ses repères incertains, sur la couleur des aubes à venir.

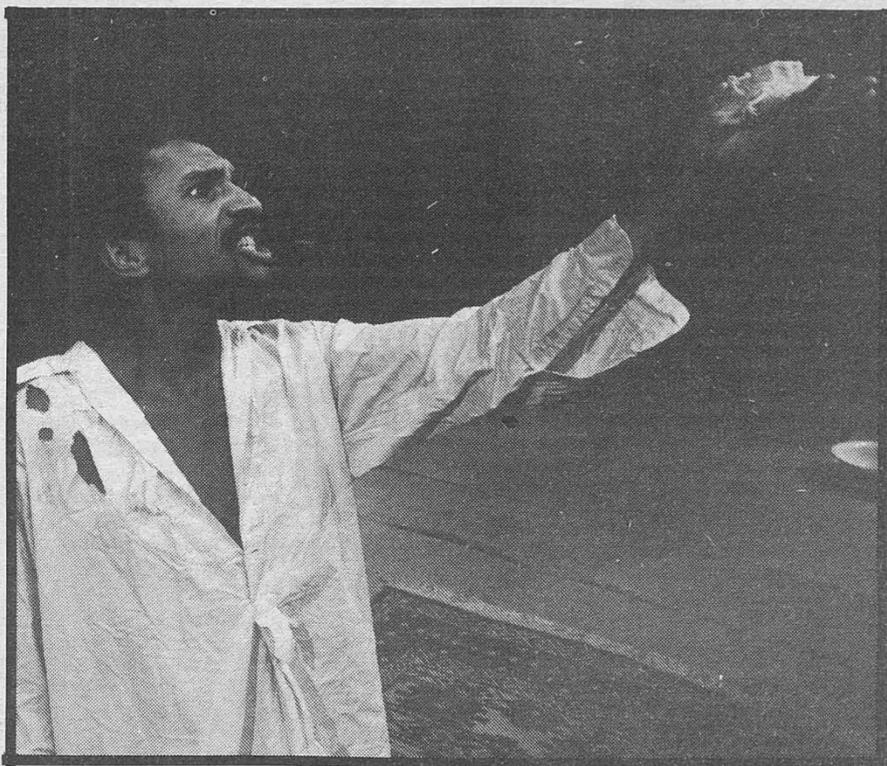


Photo B. Gambini

## Mohamed et Moha le solitaire et le fou

— Qui es-tu ?

— Je m'appelle Mohamed Adi, je suis Algérien, né en France. J'ai commencé par suivre une formation de sténo-dactylo. Mais en tant qu'Algérien, cette profession m'était fermée. Au collège, j'ai participé à un groupe de théâtre qui s'était constitué, et à 18 ans, me retrouvant dans la vie active, j'ai fait un stage au Théâtre de Recherche de Marseille pendant un an. La possibilité de poursuivre dans cette voie s'est offerte à moi : ça fait qu'aujourd'hui, cela fait sept ans que je fais partie de la troupe du T.R.M.

— Qu'est-ce qui t'a attiré au théâtre ?

— D'abord, un lieu. Une possibilité de m'exprimer totalement en dehors des conventions habituelles. Au théâtre, on ne peut pas tricher, on ne fait qu'avec ce qu'on a, c'est-à-dire soi-même. Au T.R.M., contrairement à d'autres groupes théâtraux, je n'ai pas été enfermé dans un rôle stéréotypé, celui du « nègre dans les cocotiers en train de danser sur des rythmes de tam-tam », ou celui du domestique stylé. En général, il n'est pas tenu compte de la sensibilité des individus, mais de leur extériorité, c'est-à-dire de leur « race ». Ici, je me suis senti plus libre, non limité par mon aspect physique.

— Pourquoi Moha ?

— Moha, c'est d'abord une rencontre avec un texte et un auteur, Tahar Ben Jelloul. J'ai beaucoup de choses en commun avec le personnage du roman, par

exemple, les souvenirs, le symbole de l'arbre et celui des racines coupées. Bref, une incertaine nostalgie. De plus, au T.R.M., nous avons toujours travaillé des textes issus de la culture gréco-latine et du patrimoine français. En tant que maghrébin, même si je suis né en France et que j'y ai toujours vécu, je ne parvenais pas à y trouver des résonances faisant écho à ma culture d'origine.

— Cette identification au personnage de Moha a-t-elle modifié quelque chose en toi ? Pour toi ?

— Oui, je pense.

— Pourquoi un spectacle en solo ?

— Parce que d'abord Moha est un solitaire, qui construit un univers de sa propre parole. Je tenais aussi à jouer seul parce que je crois que c'est une étape indispensable dans le travail et la démarche d'un comédien qui, à l'ordinaire, a toujours tendance à se reposer sur un metteur en scène qui pense pour lui.

Je comprends bien l'arabe, mais je le parle avec difficulté. Ce travail me pousse aujourd'hui à apprendre l'arabe. L'élaboration de ce spectacle m'a amené à lire le Coran : j'ai découvert que 90% de la vie quotidienne sont sous-tendus par la religion coranique.

La parole orientale favorise une plus grande liberté du corps que la parole occidentale qui en reste séparée. Ce n'est pas un hasard si, à Marseille, dans le quartier arabe, les gens vivent principalement dans la rue.

— Comment, concrètement, s'est effectué le travail autour de Moha ?

— Le projet et sa réalisation ont reposé sur trois personnes : Alain Martzolf, qui a adapté le roman de Tahar Ben Jelloul, Michel Bijon qui a contribué et collaboré à la réalisation du spectacle et moi-même. Au début, j'ai cherché à pénétrer le personnage, à l'intérioriser en jouant Moha corporellement, charnellement, sensuellement, en essayant de l'articuler avec mon vécu et mon propre imaginaire. Puis, nous avons progressivement intégré le découpage textuel dans l'espace scénique.

— En quoi, la folie intervient-elle dans le spectacle ?

— Il s'agit d'une folie différente dans son expression et dans sa situation. Au Maghreb, la folie est acceptée et reconnue : le fou n'est pas exclu du jeu social. Le fou ici et le fou là-bas disent peut-être la même chose, mais le fou d'ici, on ne l'entend pas, alors que la parole du fou au Maghreb est entendue et prise en compte. Au Maghreb, jusqu'à présent, il n'y avait pas d'institutions spécialisées dans la prise en charge des individus non-productifs comme les vieillards, les handicapés et les fous. Maintenant, avec l'introduction des progrès et des techniques nouvelles, le « fou » n'a plus sa place dans le milieu social (asile psychiatrique) enfermant des fous.

Propos recueillis par Alain et Farhat.

# L'Homme doux de la cité hostile

Après un premier recueil, *Blessure et tristesse*, suivi d'*Amour frustré*, Hocine Messaoudi, poète inconnu, vivant à Castres, dans le Tarn, vient de publier un deuxième ouvrage : *Imagination point*.

Né le 10 février 1952 à Chazouette, en Algérie, il quitte son pays pour se retrouver en France, analphabète, âgé de onze ans, avec toute sa famille. A l'école, il travaille dur pour apprendre une langue qui n'est pas la sienne. Puis, vient l'absurde, cette maladie que les médecins nomment « insuffisance rénale ». Depuis, plusieurs fois par semaine, il assiste à une séance de dialyse dans un hôpital.

Sa démarche sur le difficile chemin de vivre, demeure une grande exigence de liberté, un combat d'amour, vers la tendresse et la colère de soi. Il s'agit d'écrire

entre rues et bars, sans relâche, pour sans cesse se chercher, au bout de la solitude, de la maladie, de l'angoisse : « Constamment, je suis en train de courir derrière des mots qui ne veulent dire que ce qu'ils disent tout en cherchant en moi-même au plus profond de moi une force puissante réelle qui puisse me guider vers l'avant ».

La publication d'un livre paraît un véritable point de repère dans ce cheminement parfois confus. Ce second recueil est, comme le premier, une rupture nécessaire, vitale et enrichissante. Comme pour l'aider à conquérir son histoire, et pour affirmer fort cet intense

besoin de vie qui sommeille dans son cœur d'artiste.

Son langage est celui du refus des carcans. Il n'embrasse pas les rimes, ni les alexandrins, car il est le fils d'une autre culture et ne se reconnaît dans aucune école poétique. C'est l'enfant venu d'une autre terre, l'individu sans frontières qui marche sur les trottoirs de la cité hostile. L'homme fou qui se recherche, en parlant de ses rêves, de ses cauchemars, de ses révoltes avec une étonnante simplicité : « Le mur de mes mains est bâti, demain, la guerre, un obus le détruit, et il faudra recommencer, la nouvelle cité, pour l'homme, de la paix ».

Stéphane VALLET

## DE TOUTE MA VIE

De toute ma vie  
J'ai rêvé d'un autre lieu  
D'une autre galaxie  
D'une autre manière d'exister

Et pourtant  
De ce monde  
Je n'ai pas bougé  
Suis-je un être enraciné  
Je le crois bien  
Mais seulement  
Pour quelques années  
Ou peut-être  
Juste pour demain  
Que sais-je de mon chemin  
Perdu  
Dans le néant  
De l'absolu.

Hocine Messaoudi

On peut trouver *Imagination point* à la librairie Rencontres, 26 rue de L'Hôtel-de-Ville, 81000 Castres.

# L'Art Irakien à Paris

Au centre culturel irakien, à la galerie Alwasiti a lieu une exposition « sculpture irakienne contemporaine » du 17 avril au 16 mai.

L'Irak possède en grand nombre quelques unes des plus anciennes sculptures du monde. On y trouve des statuettes de la déesse-mère qui remontent à plus de cinq mille ans bien que l'art irakien moderne ait suivi une voie influencée par les expériences et les découvertes de l'art européen. Les sculpteurs irakiens ont tous conscience d'appartenir fondamentalement à une même terre.

Durant cette exposition, vous pourrez admirer les sculptures de Jawad Salem, de Khaled al Ramhac, de Mohamed Ghani Mikmat et de bien d'autres sculpteurs.

Parallèlement à l'exposition de sculpture, le centre culturel irakien et la ciné-

mathèque française présentent « L'aspect du cinéma irakien » dans le cadre duquel vont être projetés les films suivants :

*Le canardeur*, de Faysal al Yassini, *Des maisons dans cette ruelle* de Quasim Hawad, *Le fleuve*, de Faysal al Yassini, *Les murs* de Ch. Jamil, *L'essai*, de F. al Tuhanni, *Les assoiffés*, de Mohamed Chkin Farid. Et mardi 22 à 20h, sera projeté le film de Sahib Haoad : *Un autre jour*.

Un village arabe du nord de l'Irak, dans les années cinquante, est le théâtre d'une lutte sanglante entre les paysans et un latifundiaire. Ces paysans cohabitent avec des gitans, lesquels possèdent un statut particulier dans l'ensemble des rapports nature : paysans, héroïsme et sens épique...

M.N.

sans frontière

# ADA Matus

Après avoir vécu dans l'Argentine profonde et oubliée des foyers et des faubourgs, Oscar Matus (je vous parlerai de lui un jour) a fait surface avec dans sa tête une certaine idée de la musique populaire de son pays et, dans ses bras, sa préférée : Ada.

Ensemble et en famille, donc, ils ont vadrouillé plutôt pas mal : toute l'Amérique des pauvres, l'Europe du nord au sud et de l'est à l'ouest, et jusqu'en Afrique du nord, où le public algérois les connaît — et les aime — bien.

Au fil des ans, et comme on dit, des « galères », Ada Matus est devenue une chanteuse d'Argentine et de Paris, - d'un certain Paris, s'entend -. Avec elle, le « Grupo », que dirige de son bandolón, Oscar (!), aux côtés duquel sont « Paul y Consuelo » : délicieux couple de violoncellistes au jeu aussi délicatement classique qu'émouvant. Le résultat n'est pas encore là : Ada s'affirme comme réalisant une période de recherche artistique et d'elle-même. Elle chante donc l'émigration comparée (l'interne et l'externe), la femme (sous un angle direct et cru, comme dans « Neuf mois », « La femme »), le couple (« Hérité ») pris au piège d'un devenir normal, somme toute, mais un peu trop prétentieusement dénoncé à priori et, avec son « Vieux Léon » ce tiers-âge hors de saison dans le Paris Télé-Sécam des tours et autres trous...

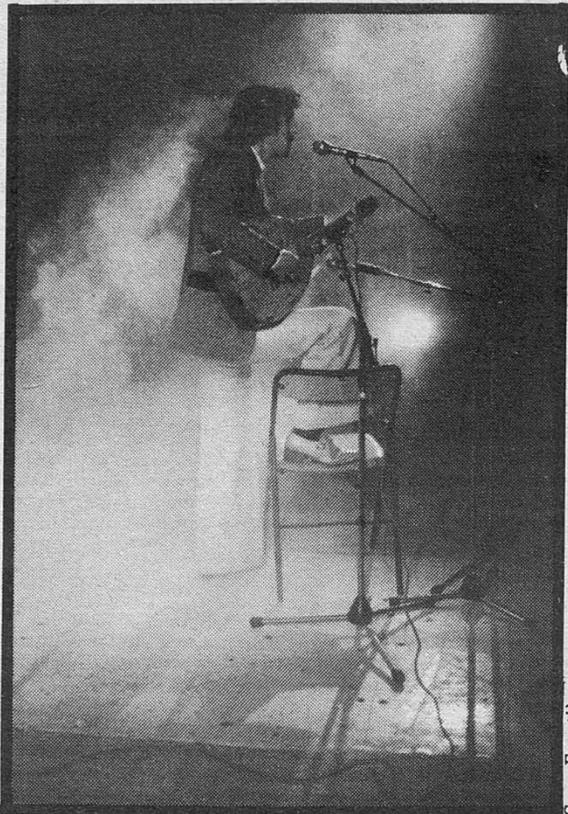
Le temps (une heure, une heure et demi, c'est selon...) que vous passerez avec Ada et ses amis sera parsemé de quelques instrumentaux. En plus d'un petit salut argentin pour Paris, il y aura surtout ces vrais tangos d'Oscar, granitiques et syncopés, comme ils sont nés sous les voix éraillées et dérisoires des vieilles p... (adieu, l'ami...) des bordels de Buenos-Aires quand leur viande n'est plus à vendre.

Du 16 au 26 avril, sur les 22 heures et 30 minutes, à La Tanière (45 bis rue de La Glacière, au fond d'une sorte de jardin, 337 74 39, m° Glacière et bus 21), pour 25 F, c'est quasiment donné : il faut aimer les choses qu'on ne voit qu'une fois.

Pour une dizaine de francs de plus (2 x 25 = 35 pour les deux spectacles), vous pourrez voir et entendre Marie-Annick Berriat et Christiane Pichon : deux belles qui font la paire théâtre et chant. Tout ce que je peux vous dire d'elles, c'est qu'elles sont du quartier. A là-bas !

R.S.

## Un homme, un public, une culture



Sans Frontière

### «WEN I WALLEN ADHE CFU» (celui qui voit se souvient)

A l'entrée : Sans Frontière connaît pas, on connaît que le fric.

A l'intérieur : les premières classes (invités) au centre, devant la scène, les autres trouveront bien une place...

Ajoutez-y quelques colosses avec bergers allemands à la main et vous serez servis !

Non ! Vous ne rêvez pas ! Vous êtes à la Porte de Pantin à un spectacle organisé par la maison de disques Cléopâtre. Heureusement que le baume cicatrisant de cette blessure nous fait bien vite oublier la douleur de l'accueil. Eh oui ! Après une trop longue absence, c'est la rentrée d'Aït Menguellet, qui n'est pour rien dans cette organisation.

Dès son apparition, la soudure est faite, le public et lui ne font qu'un. Les mains claquent, les cœurs palpitent, les youyous jaillissent. Tout d'abord hymne à la fête avec « J.S.K. » et la Kabylie se retrouve et chante sa joie.

Lounes Aït Menguellet, chanteur berbère de Kabylie, va nous étonner tout le long de son récital. Chose rarissime chez les chanteurs du Maghreb, il s'adresse directement à la femme qu'il aime, sans fausse pudeur, c'est « Ruh g-giyi » : « Vas-tu partir si tu es fatiguée de moi, mais fais attention de ne pas trouver quelqu'un qui, un jour sera fatigué de toi ».

Puis, c'est « De l'Xedma, L'uzine saxxam » : le métro-boulot-dodo, froid et solitaire de l'immigré, chanson écoutée dans un silence religieux par le public,

les peines, les privations et les humiliations subies par l'immigré.

« Kec ruh nek ad qimas » : pars, mais moi je reste, dit un frère à l'autre. La Kabylie voit ses enfants émigrer car la terre est pauvre. Combien reviendront ? L'émigré restera longtemps sans voir les siens, et bien des années passeront avant son retour (souvent différé à jamais).

Ensuite, Lounis passe à une forme d'exil, celui de la guerre et de la balle de fusil : « Arguyi », (attends-moi), « on m'a mis un matricule autour du cou et un fusil à la main, ceux qui nous gouvernent nous ont inventé des ennemis ». Ailleurs, dites-moi où il est enterré pour que je puisse le voir une dernière fois ». Combien de jeunes sont ainsi morts pour un idéal qu'ils n'avaient même pas ! Le réveil culturel est aussi présent pour les Imazighen (Berbères) qui n'oublient pas leur histoire, leur langue. Avec « Tizizwit » (l'abeille), c'est l'Histoire qui commence il y a des milliers d'années, puis un jour, la ruche est envahie par les guêpes et le miel ne n'a plus le même goût. Mais faut-il que l'existence de l'un passe par la destruction de l'autre ?

Puis, c'est de nouveau l'immigré avec sa nostalgie : « Ay abrid », qui bien souvent n'est plus qu'un étranger dans son pays. Seuls peut-être les nuages qui passent les montagnes portent-ils l'espoir de l'exilé ?

Ce dimanche-là à Pantin, en tous cas, le rêve était permis.

Louisa et Nacer Kettane

# Festival international du tiers-monde

Du 23 avril au 13 mai, se déroulera dans trois salles parisiennes, le second Festival international du cinéma du Tiers-monde. Malgré quelques difficultés matérielles (problème de douane, dette importante), ce second festival se donne pour but principal la projection en France de films méconnus du grand public et souvent ignorés de la critique cinématographique. Tandis que des films brésiliens pourront être vus à Chaillot durant la première semaine du festival, l'Olympic entrepôt, la Clef et l'Épée de bois se partageront les films des pays arabes :

— *El Kanass, Les Murs* : Irak.

— *La mer cruelle* : Koweït.

— *Il ne suffit pas que Dieu soit avec les pauvres* : Liban.

— *La guerre du pétrole n'aura pas lieu*.

— *Les mille et une mains* : Maroc.

14 films d'Égypte dont 3 de Youssef Chahine ;

— *Le coutelas*

— *Des hommes au soleil* : Syrie.

Des films de Palestine et de Tunisie (*Khalifa Sejane*). De nombreux films d'Amérique Latine, d'Argentine, d'Uruguay, de Cuba et une rétrospective du cinéma mexicain d'avant-guerre, avec des films d'Emilio Fernandez, d'Enrique Rosas, de Gomez Muriel, etc...

Des rétrospectives des cinémas chinois, indonésien, du cinéaste indonésien Ritwik Gathak.

On pourra aussi voir des films inédits du Pakistan, d'Afghanistan et de Malaisie. Un grand nombre de films seront sous-titrés. Cependant, cette profusion de titres nous fait d'autant plus regretter la faible représentation de l'Afrique noire et des Antilles.

Seulement :

— *Blacky un monstre* :

Haute-Volta,

— *Rew o dande mayo* : Sénégal,

— *Abousuane* : Sénégal,

— *Le mandat* : Sénégal,

— *Et The harder they come* : Jamaïque.

Cela s'explique par le fait qu'un grand nombre de films sont passés l'an dernier et que les auteurs des quelques films nouveaux sont de plus en plus réticents aux festivals en général. Car il est des films (on voit lesquels) qui ne passent que dans les festivals et ne bénéficient jamais des circuits à grande diffusion.

Après les festivals de Nantes et d'Amiens, souhaitons un vif succès à ce festival de Paris. Qu'il soit un rapprochement supplémentaire entre les peuples et contribue à briser le ghetto intellectuel parisien — qu'à travers leurs cinémas, arme politique et culturelle, les luttes, les espoirs et les aspirations d'hommes différents se rencontrent.

Aline N.



Photo : Jemai

## Chanteur «immigré» dans le Nord

Par un temps ensoleillé, Mokhtar et moi, assis à une terrasse de café à Lille, nous discutons longuement, savourant le temps qui passe. Devant nous, une foule innombrable arpente les trottoirs de la rue de Béthune. Nous avons l'impression de ne plus être dans le qu'on appelle « l'enfer du Nord » mais à Alger ou à Oran ; il ne manquait plus que les parfums et la mer. Qui est Mokhtar ? Natif d'Oran, il fait de la musique et compose depuis l'âge de 12 ans. A 14 ans, fait ses débuts dans les lycées, ensuite, à la faculté, se produit dans le milieu étudiant puis évolue au café-théâtre, en Maison pour tous et autres, où les preuves sont incontestablement déterminantes dans un talent qui se veut intègre.

Mokhtar exprime ses sentiments et en même temps sa culture, donc un mélange

de musique africaine orientale, d'Amérique latine en passant par l'Occident. C'est aussi des images qu'il rêve, qui se retranscrivent dans ses chansons.

— Pourquoi tu chantes ?

— Je chante mon vécu quotidien, mes amours, mes joies, mes peines, je chante ce que je ressens.

— Pour toi, la culture immigrée, c'est quoi ?

— Je ne suis pas un immigré comme tu l'entends, je suis en France depuis six ans, j'ai étudié en Algérie donc je suis de culture algérienne. Je ne suis pas comme toi qui es venu en France depuis ta tendre enfance. Certes, je suis auteur-compositeur en langue française, tu peux me considérer comme un chanteur franco-phone, alors pour moi, la culture immigrée, je ne sais pas trop bien ce que c'est.

Lors de ses représentations, Mokhtar est accompagné de Hamdad Bekada à la percussion et sur quelques percussions notes de basse de Pascal Sandoz, le tout enveloppé de sa voix et accompagné d'une guitare tantôt rythmique tantôt solo dans un style très personnel.

Pour tout contact : 1 rue Ropra, 59000 Lille, tél. 31 51 31.

M.N.

### ERRATUM :

Nous avons fait une brève présentation, dans notre numéro 11, d'un livre sur la sinistose : « Le corps suspect de Jalil Ben Ali ».

Nous avons omis d'indiquer l'éditeur. Nous nous en excusons auprès de l'intéressé et de nos lecteurs. Il s'agit des Editions Galilée, 9, rue Linné, dans le 5ème.

## PARIS

### MOUVES

Les procès engagés par madame Curiel et monsieur Raoul Curiel contre Georges Suffert, Minute, L'Aurore, et Le Crapouillot viendront à l'audience le mercredi 23 avril 1980, à 13/30, au Palais de justice de Paris (1ère chambre du Tribunal de Grande Instance, 1ère chambre civile, 1ère section, salle des Pas Perdus, face gauche).

Les associations de travailleurs immigrés de la MTI ont organisé le dimanche 20 avril 1980 à 14H un meeting, salle B à la Mutualité, rue Saint-Victor à Paris. Marche nationale le 10 mai 1980. Angers : Forum 25/26 avril, Lille : 6 heures contre les lois racistes 27 avril. Bordeaux : grève de la faim des sans papiers. Strasbourg Hayange : rencontre fin avril. Marseille : 1er mai. Nantes/Rennes : 26 avril. Le Havre : 6H, 26 avril. Louviers : 3/4 mai.

RADIO PARIS 80 existe au grand jour depuis le 7 mars 1980 dans ses locaux du 163 rue du Chevaleret 75013 Paris. Tél : 586 29 14. Elle émet en modulation de fréquence sur une bande allant de 100 à 104 Mgh (en raison du brouillage). Radio Paris 80, rompant avec la pratique des radios pirates (bien qu'encore illégale), diffuse des émissions de qualité tant au niveau technique qu'au niveau de sa programmation.

GALA pour une maison des femmes noires. 1er et 2 mai à 18H : troupe culturelles Sangana de la coordination des femmes noires, grandes soirées au Bataclan, 50 bd Voltaire Paris 11ème.

Les fonds réunis à l'issue du gala sont destinés à l'ouverture d'une maison pour les femmes noires afin d'aider à résoudre les problèmes auxquels des milliers d'Africaines et Antillaises sont confrontées, de nombreux artistes noirs ont accepté de soutenir ce projet. Parmi eux Niamamakalu, Les Brimstones, Guy Conquett et le groupe Ko-Mango Vert Ovo, Dybi Ayke, Charles Ewandjé et Koffi Kokko etc... La troupe culturelle Sangana présente Odjibi ou la patience à des limites, conte poétique chanté et dansé, retraçant l'histoire des femmes noires de l'époque précoloniale jusqu'à nos jours.

Prix des places 40F, location Bataclan Carabosses, Présence africaine, Harmattan, Venez nombreux et nombreuses nous soutenir.

CONTRE la répression au Mali le Mouvement des femmes noires appelle à une manifestation devant l'ambassade du Mali vendredi 25 avril à 18 heures. Venez nombreux.

### Cinéma

La danse de l'aveugle, de Alain Aix et Morgane Laliberté. Film politique sur la République de Guinée, à l'époque de Sékou Touré (Saint-Séverin, 5ème. 354.59.91).

Chapla, de Christian Lara. Film policier antillais par l'auteur de Candidat Coco la fleur.

Noces de sang de Souhel Ben Barka. Film très touristique sur le Maroc.

Scum, d'Alan Clarke. Très bon documentaire sur une maison de redressement en Grande-Bretagne. Bonne leçon cinématographique pour les cinéastes français.

Johanny s'en va t'en guerre de Dalton Trumbo. Prix spécial du jury à Cannes. Référence très cruelle, très puissante, à toute l'anthologie des films consacrés à la dénonciation de la guerre.

L'album de Martin Scorsese. Deux moyens métrages « Italianamerican ». Histoire de ses parents immigrés italiens. A la Pagode et à l'Olympic Saint-Germain.

Le Centre culturel irakien et la Cinémathèque française présentent : Aspect du cinéma italien, du 17 au 22 avril 1980. Le canardeur. Des maisons dans cette ruelle. Le fleuve. Les ours. L'essai. Les assoiffés. Un autre jour.

Festival du film Super 8 organisé par la Casa de España. Les 10 et 11 mai. Déposer vos films Super 8 avant le 27 avril, au 7 rue Quentin Bauchart, dans le 8ème. Tél. 723.94.31.

### Théâtre

Théâtre noir, 23, rue des Cendriers, 75020. Té. 797.85.14. La troupe de la Mifi, présente du 6 au 26 mai 1980 L'aube de silence. D'après Tchicaya U Tam'si. C'est le voyage initiatique d'un être dans la mort et dans le passé des vivants.

Maison des amandiers du 8 au 25 avril. Théâtre Action Tré-taux présente un spectacle de théâtre d'ombres « La lumière captive du démon » pour enfants de 7 à 11 ans.

Théâtre Marie-Stuart 5 (508-17-80) à 20H30 : Haute Surveillance, par le Théâtre du Regard.

Albert de et par Michel Boujenah toujours au Lucernaire Forum et au Théâtre rouge.

Histoire d'un Juif arabe de Tunis exilé en France. Marionnettes et ombres chinoises par Le théâtre du petit miroir : deux spectacles : Un conte mythologique l'Archer Yi et Une pièce du répertoire de l'Opéra de Pékin, au studio Théâtre d'en face (238.16.78) à 21H.

### Expositions

Exposition Jean Papaz : Vingt toiles pour un génocide. Interforum. Forum des Halles. Niveau 3. Porte Berger. Du 22 au 27 avril, de 11H à 20H.

Au musée des Arts-décoratifs : Exposition de : Faïences murales du Portugal, du 16ème au 20ème siècle. Le MRAP organise une exposition-vente sous le chapiteau, du 20 au 30 avril, au Square des Innocents, aux Halles. Plus de cent artistes participeront à cette « Fête de la peinture » en offrant à des prix accessibles : lithographies, gravures et affiches.

Exposition : Sculpture irakienne contemporaine, 17 avril au 16 mai, à la Galerie Al Wasiti, au Centre culturel irakien. Au 11, rue Tilsitt, 75017 Paris. Tél. 263.11.20.

Til Mundiol 69 rue Orfila, 75020, Métro Gambetta. Librairie-discothèque pour immigrés, consacre du samedi 5 au dimanche 20 avril, une exposition sur Myriam Makeba (photos et posters gratuits), disques et cassettes. Ouvert tous les jours, de 9H à 13H et 16H30 à 20H.

Actuellement, à l'Association France-Pays arabes, 12 rue Augereau, dans le 7ème, se déroule du 16 au 30 avril, une exposition de peinture de Fatima Rahou, plasticienne algérienne. Concrètement, il s'agit de peintures sur verre traditionnelles pour certaines, surréalistes pour d'autres.



### Musique

Le groupe de solidarité avec l'Amérique latine, Maison Verte, 127, rue Marcadet, Paris 18ème, organise une fête latino-américaine, le 10 mai, entre 14H30 et 22H30. Vous pourrez y entendre musiques latino-américaines, voir films et montages audio-visuels, vente de produits artisanaux et de littérature, réunions d'informations et discussions : thèmes politiques et sociaux concernant l'Amérique « dite » latine. Entrée libre.

Interclub 17, Centre culturel 17, 47, rue de Saussure, 75017. Tél. 227.68.81, organise avec la collaboration d'associations et de groupes du 17ème arrondissement et, Sans Frontière :

Mardi 6 mai : à 20H30, Carlos Andreeu, Heidi Guella. Chapelle des Epinettes, 4, Impasse Epinettes. 75017. Paris. Places : 15 et 20 F.

Mercredi 7 mai : 18H, exposition-débat, organisée par le CODEP, sur le Tiers-monde vu à travers les livres scolaires. 20H30, film : « Genèse d'un repas » de Luc Moullet, débat avec Sans Frontière sur les rapports économiques Occident-Tiers-Monde. Participation aux frais : 5 F.

Jeudi 8 mai : 20H30 : « L'héritage au XXème siècle », de Riza Salah, débat sur l'Islam, avec le réalisateur. Participation aux frais : 5 F.

Vendredi 9 mai : 20H30, film : « Quitter Thionville » débat sur la crise économique animée par l'ASTIL, participation aux frais : 5 F.

Samedi 10 mai : 20H, Ballet africain et repas africain par les résidents sénégalais d'un foyer du 17ème, débat sur le logement. Places : 15 et 20 F.

Moulin Rouge, du 7 au 11 mai. « Abdelkader Chaou », un des fils spirituels de Hadj Anka. Un hommage sera rendu à Hadj Mohammed Anka.

Théâtre de la ville, du 16 au 27 avril. Milton Nascimento : un compositeur pour la première fois à Paris. Une musique nouvelle pleine de pulsations de la vie qui est pour les Brésiliens une véritable identité et un exorcisme.

Palais des Glaces : samedi 3 mai à 20H30, et dimanche 4 mai à 15H00, chants, danses et musiques du Maghreb. Akli Yahiatène, Les ballets de Rejane Hamidi, Abdelkader Chaou, Le chanteur fantaisiste Ahmed Hamou.

Théâtre noir, 23, rue des Cendriers, 75020, du 17 au 27 avril. Le groupe Célébration. Un très bon groupe de gospel.

Le grand théâtre de la Cité universitaire, le 26 avril, Gotan, de Buenos Aires. Au Croq diamant, 22, rue Quincampoix, 75003 Paris. Le chanteur-guitariste Roberto Dauvin accompagné de Crogne Crasente, un percussionniste de talent.

Samedi 26 avril :

Dans le cadre de Africa Fête, entre 16H et 24H, à L'Hippodrome de Pantin, avec Mounkika, Djamel Allam, Graeme Allwright, François Béranger, Michel Buhler, Zaka, Joyacka and Scattarock, Seydine Waaou. Renseignements tél. 544.55.31.

### BANLIEUE

CRETEIL Quinzaine de l'amitié Sans Frontière du 3 au 4 mai, festival, disques, livres, artisanats, expositions. Festival de musique maghrébine. Théâtre vietnamien. Mouloudji. Pour plus d'information, tél au 606 15 68.

CRETEIL 3 et 4 mai, la troupe Ibn Khaldoun présente Mohamed Travolta.

Issy-les-Moulineaux : la MJC-Maison pour tous. Vendredi 20 mai à 15H et 20H30, le samedi 3 mai à 15H, dimanche 4 mai à 15H : projection d'un film sur le dernier concert à Paris, en 74 de Abdel Halim Hafez.

Gennevilliers : MSA le 26 avril à 14H, 16, rue Julien Mocar. Bus 139 : « Journée d'information sur l'immigration ». Montage vidéo non stop. Théâtre Kahina (sous réserve). Stand de presse. Musique : percussion africaine avec pour débat, le retour « Mythe ou réalité » film de Mohamed Al Khama...

Antony : A.C.C.F.N. Crous de Versailles. Tél. 661.33.04. Festival inter-arts. Samedi 19 avril : journée Madagascar à partir de 10H30. Dimanche 20 avril : à la salle de spectacles, 14H Marouan et South. Lundi 21 avril : 14H et 17H : nouveau cinéma américain « Fritz the cat ». 20H30 : soirée réunionnaise avec le groupe folklorique « Paille en queue ».

Mardi 22 avril : 14H et 17H : nouveau cinéma américain « Harlan country » et « Talking off ». 20H : théâtre « 200 story » par le CDN de Nanterre. Mercredi 23 avril : journée Italie, 20H30 : théâtre « Les masques de Don Juan », par le Scalacani. Jeudi 24 avril : Journée Cameroun. Dégustation-exposition-projection du film « Muna moto ».

Samedi 26 avril : Journée Inde. Démonstration de batik et exposition. A partir de 17H, salle de spectacles : musique, chants et danses.

Nanterre-Université : Lundi 21 avril : Les Calchakin, à 20H, amph B2. Mercredi 22 avril : Festival films américains, journée Cameroun, soirée réunionnaise « Paille en queue » amph B2. Jeudi 24 avril : journée Inde, dégustation, film, danse, musique.

Vendredi 25 avril : cycles jazz et percussions. Stanislas, chanteur polonais à 20H30, amph B. Samedi 26 avril : journée Vietnam à partir de 12H. Marouan et South, à 20H, amph B2. Dimanche 27 avril : théâtre, « 200 story » à 15H et 20H.

Lundi 28 avril : Golden Gate Quartet, à 20H.

Levallois :

A la MJC, 28, rue Cavé, Tél. 737.44.98. Le collectif « Image au poing vous invite à la projection (en présence des réalisateurs), des films : Les bombes algériennes. Krutenau à craquer. Ni ici, ni ailleurs. (entrée gratuite).

Nanterre :

A la maison de la culture : « Un palmier sur la banquise ». Spectacle comique, burlesque, à partir de l'imagination des comédiens. Jusqu'au 26 avril.

Eury :

Maison pour tous, le 25 avril, à 20H30. Place de la Mairie. Nedjma présente Bara.

Sainte-Geneviève-des-Bois :

La Balise. Résidence Saint-Hubert, 1, rue Joliot Curie. Nedjma présente « Le cirque d'Amar ».

Saint-Michel-sur-Orge :

Centre de loisirs et mess Allentours, le 17 mai, de 14H à 18H. Nedjma présente Bara.

### PROVINCE

Lille 11 mai, Ibn Khaldoun présente Mohamed Travolta.

Grenoble, 17 et 18 mai. Chambéry : Rencontre avec la culture des immigrés du 24 avril au 1er mai. Organisé par le Comité de Solidarité avec les travailleurs immigrés de Savoie. 95, rue Priverie, 73000.

Reims :

Le mois du Portugal, du 10 au 29 juin, pour plus de renseignements, à la Maison de la Culture André Malraux. Tél. (16.26) 40.23.26.

Nancy :

Programme du Festival des cultures populaires des travailleurs immigrés :

Mercredi 30 avril, à la Faculté de Droit : à 20H30, meeting SOS-refoulement sur les lois Barre-Bonnet-Stoléro et leurs conséquences sur les travailleurs immigrés et leurs familles. Avec la participation : un Turc sans papiers et un représentant de la CFDT de Paris. Le juge Bidalou. Un membre de la coordination des foyers en lutte. Et des étudiants de Nantes, membres du comité de soutien aux étudiants étrangers (sous réserve).

Un montage vidéo sur la lutte des résidents du Foyer Sonacotra de Hayange après leur expulsion du foyer. Dimanche 4 mai, rue Saint-Nicolas : animation avec la troupe de danse folklorique portugaise, à 10H. L'après-midi, animation avec le groupe Tierra Brava, Frédérique Streicher, le groupe de musique marocain de l'UNEM, et le groupe de danse folklorique portugais.

Haut-du-Lièvre : (Nancy) : Jeudi 1er mai, devant le Cèdre Bleu : groupe folklorique polo-

nais, Frédérique Streicher, groupe latino-américain, le chanteur Driss, « Mohammed Travolta ». Film sur la deuxième génération, suivi d'un débat et « Je ne veux pas être un arbre », pièce jouée par des jeunes immigrés et français.

Laxou :

Vendredi 2 mai, au Foyer des jeunes travailleurs, à 20H30, « Merci bien », pièce de théâtre des Trois vallées, sur les travailleurs immigrés, avec un débat. Après la pièce, le groupe Tierra Brava se produira, puis une exposition sur les lois Bonnet-Barre-Stoléro sera présentée et une table de presse.

Vandœuvre :

Samedi 3 mai, à la MJC-Etoile, sera présenté, l'après-midi, le groupe latino-américain, Frédérique Steicher, le chanteur marocain Driss et son groupe de musique, « Femmes immigrées », film sur les problèmes des femmes immigrées, suivi d'un débat. « Merci bien », pièce de théâtre suivie d'un débat.

Marlioz (Haute-Savoie) :

Foyer d'éducation populaire, le 27 avril, à 15H chanteur immigré Alloua Jabrane.

Grenoble :

30 avril, 15H, Salle Auquelin, Allaoua Jabrane, avec la chorale des enfants immigrés d'Echirolles.

Marseille :

« Le retour de l'enfant prodigue » de Youcef Chahine, à Air Bel. Dimanche 27 avril, à 16H30, au BAT 37. Et au Petit Séminaire, avenue Cap, samedi 26 avril, à 20H30, il sera projeté avant le film, un court-métrage de Charlot, pour les enfants.

### ANNONCES

Organisme de formation de formateurs recrute conseiller pédagogique, langue arabe, milieux. Disponibilité. Déplacements nombreux. Adresser lettre plus C.V., au CLAP, 33, rue de Fontenelles. 76000 Rouen.

DEPART en combi VW à partir de Paris pour quinze jours au Maroc. Demande 700F par personne pour frais de route et autres, prévoir son duvet et pour la bouffe. Dépêchez-vous je n'ai que sept places. Tél. 16 53 23 88 24, demander Erick.

CHERCHE travaux de couture, travaux à domicile administratifs ou garde d'enfants. Disponibilité tous les jours sauf le samedi et dimanche. Pour tous contacts téléphoner au 296 64 87, Christiane.

ECHANGE studio cuisine, bain, téléphone en banlieue, prix 450F mensuel contre un deux pièces dans Paris 850F maximum. Tél. 885 93 97.

UNE FAMILLE CHI-LIENNE qui va être vidée de son appartement dans un foyer cherche un trois pièces vers Massy, Orsay, Palaiseau, dans les 800 F par mois au maximum 1000F. Tél. 010 27 88 (demander Henriot).

L'Association pour l'enseignement et la formation des travailleurs immigrés, section du 18ème organise un après-midi d'action sur le thème « formation de travailleurs immigrés », le samedi 26 avril à partir de 14H.

Le 8 mai à 16H, débat organisé par la revue Autrement à l'auditorium de la FNAC, les problèmes des travailleurs immigrés à Paris.

ALGERIE Setif la troupe Ibn Khaldoun présente Mohamed Travolta.

## Des mots pour le dire

par Said Bouziri

Parler de Sartre dans l'incroyable déluge de mots, qui a suivi l'annonce de sa mort, et ce dans l'unanimité... respectueuse, nous semblait inutile. Tout a été dit ou presque sur le philosophe, l'écrivain et enfin sur l'homme.

Mais à entendre certaines voix parler de Sartre (Stoléru...) nous oblige à témoigner, à répondre, et rappeler quelques vérités. Par rapport à ce que fut J-P Sartre, en respect à ses combats et non pour en banaliser la valeur et en tuer l'esprit.

Témoigner sur une rencontre avec Sartre à Barbès en novembre 1971. Une rencontre, qui nous concerne en tant qu'immigrés, et qui nous touche, d'autant que nous sommes un certain nombre à « Sans Frontière » à avoir « reçu » le groupe d'intellectuels français (Michel Foucault, Jean Genet, Claude Mauriac), du fait que nous étions militants immigrés de ce qui sera après le MTA (Mouvement des travailleurs arabes). Sartre à Barbès en 1971, c'était le porte-voix idéal pour décrire et décrire une situation intolérable. La police maîtresse des lieux à Barbès, un mois à peine après l'assassinat de Djellali Ben Ali, un mois parés la plus grande manifestation d'immigrés à Paris depuis la guerre d'Algérie.

Sartre à Barbès, c'était essayer de briser, le silence, empêcher, ce que nous savions déjà, que les immigrés ne deviennent « les boucs émissaires » de tout, et empêcher surtout que la peur ne s'installe dans leur cœur.

Mais au-delà de l'acte de solidarité et de la disponibilité de cet homme, très peu connu de la majorité des immigrés qu'il est venu soutenir, il s'agissait d'une tentative de dialogue entre Sartre et le Tiers-Monde présent ici, dialogue interrompu depuis la fin de la guerre d'Algérie et qui semblait devoir être réamorcé.

En février 72, Pierre Overney est assassiné à la porte Zola à Renault Billancourt. Il diffusait aux ouvriers de Renault un tract appelant à une manifestation contre les crimes racistes. Le soir même, la manifestation endeuillée, part de la gare de Lyon, les mains vides, ou plutôt des œillets à la boutonnière, à la place des barres prévues. Un cri a jailli du cœur des trois mille manifestants que nous étions « Hier les Juifs, aujourd'hui les Arabes ».

Une émotion considérable nous étreignait tous, Français et immigrés. Sartre était allé à Billancourt, il était venu à Barbès, il sera à l'enterrement de Pierrot.

Au-delà de la perte d'un ami (Pierrot), ce jour-là (et nous ne l'avons vu que plus tard), nous enterrions aussi un dialogue et une réflexion qui ne se fera jamais plus après. Il n'y aura pas de « réflexion sur la question... immigrée ».

L'immigration avait perdu Sartre. Va-t-elle perdre aussi Foucault et Mauriac ? Seul Jean Genet a crié son indignation contre les lois néo-vichystes, votées contre les immigrés : loi Bonnet, projet de loi Stoléru.

Sartre sera ensuite reçu par Giscard en février 78, pour la campagne « Un bateau pour le Vietnam », alors qu'à l'Elysée, et on le sait maintenant, il « s'agissait aussi de préparer » un bateau pour les immigrés. L'accueil des réfugiés d'Indochine fut le dernier combat de JP Sartre. Il fallait sauver de la mort ces milliers de « boat-people ».

La mort de Sartre laisse un vide monumental.

Elle laisse la France avec des Stoléru et des Bonnet qui réfléchissent eux, à la meilleure manière d'accueillir tant de réfugiés, tout en « déportant » tant d'immigrés.

## L'espérance à Barbès

par Claude Mauriac

Sartre descendait donc devant nous la rue de la Charbonnière. Il allait dans sa canadienne usée, si vieux déjà, si fatigué, silencieux, grave, mais présent de façon intense parmi nous, fraternels.

J'étais un peu gêné, non point de me trouver là, mais d'y être du fait de la présence de Sartre, un peu trop en vue. Non pas en vue des CRS mais des journalistes et du photographe à qui il reste une trace matérielle de ces minutes plus importantes que l'on pouvait d'abord le croire puisque nous en conservons tous le souvenir aigu.

Géné surtout par la pancarte que j'aidais à porter tout juste derrière Sartre. Elle reproduisait en grosses lettres un tract, *Appel aux travailleurs du quartier*, que je ne me sentais pas digne de brandir, n'étant ni travailleur, ni du quartier.

Et les flics, aux aguets au coin des rues, comme des meutes tenues en laisse, regardaient avec étonnement ce petit homme auquel ils n'avaient pas le droit de toucher, et qui rendait du coup intouchable une population maltraitée, épiée, traquée, à qui le droit à une vie honorable était refusée.

Il s'agissait de montrer à la police que si elle surveillait le peuple de la Goutte d'Or, nous la surveillions, nous. Que si elle était là pour faire respecter un ordre public que personne ne menaçait, nous la rendions responsable du vrai, du seul désordre. Celui qui attente à la liberté et à la dignité de travailleurs étrangers amis.

Sans la présence de Sartre, nous aurions peut-être reçu quelques coups et passé quelques heures au commissariat, ce qui eût été sans importance, mais, surtout, les travailleurs de la Goutte d'Or seraient peut-être restés terrorisés. Ce serait beaucoup dire qu'ils ne le sont plus. Mais Michel Foucault pouvait me dire, le samedi 25 avril 1976, lors d'une imposante manifestation contre l'expulsion de quinze Pakistanais et en appui à la grève des locataires de la Sonacotra :

« Sans nos modestes actions d'autrefois ici-même, celle-ci n'aurait pas eu lieu. Nos amis n'auraient pas osé... Et ce soir, demain, ils se sentiront plus forts... ».

Jean-Paul Sartre n'est plus là, mais il restera assez vivant parmi les vivants d'aujourd'hui et de demain pour qu'ils puissent continuer son œuvre. Œuvre qui, si importante soit celle, géniale, qu'il a écrite, restera la plus efficace, la plus utile peut-être. Œuvre de vie pour les vivants. Rappel au seul ordre qui importe, dont l'ordre public doit s'accommoder, celui d'une liberté, d'une égalité, d'une fraternité enfin inscrites dans les faits et non plus au fronton des prisons.

